



Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

FISAC
Rapport d'activité
1992-2009

SOMMAIRE

	Pages
Eléments de synthèse	3
Présentation des différentes aides du Fisac	6
- Opérations urbaines	7
- Opérations urbaines dans les zones urbaines sensibles et dans les zones franches urbaines	8
- Opérations collectives de modernisation en milieu rural	9
- Opérations d'aménagement dans les communes rurales	10
- Opérations rurales individuelles	11
Présentation des moyens mis en œuvre par le Fisac	12
Eléments complémentaires d'information sur les opérations nationales et territoriales	20
Part des cofinanceurs (opérations territoriales)	21
Part des cofinanceurs par type d'opérations territoriales	22
L'évaluation des aides accordées par le Fisac	25
Actions de développement économique des chambres de métiers et de l'artisanat	27
EPARECA	28
Circonstances exceptionnelles	29
Opérations de soutien aux commerces de biens culturels	30
Méthodologie	31

Pour l'année 2009

↳ National	
Répartition des subventions par type d'opération.....	33
↳ Région	
Répartition des subventions par région, tous types d'opération.....	37
- classement alphabétique.....	38
- classement par montant de subvention.....	39
- classement en fonction du montant de subvention par habitant.....	41
↳ Département	
Répartition des subventions par département, tous types d'opération.....	43
- classement alphabétique.....	44
- classement par montant de subvention.....	48
- classement en fonction du montant de subvention par habitant.....	54

Pour la période 1992-2009

↳ National	
Répartition des subventions par type d'opération.....	61
↳ Région	
Répartition des subventions par région, tous types d'opération.....	65
- classement alphabétique.....	66
- classement par montant de subvention.....	67
- classement en fonction du montant de subvention par habitant.....	69
↳ Département	
Répartition des subventions par département, tous types d'opération.....	71
- classement alphabétique.....	72
- classement par montant de subvention.....	76
- classement en fonction du montant de subvention par habitant.....	82

RAPPORT D'ACTIVITE DU FISAC

Période 1992 – 2009

1. ELEMENTS DE SYNTHESE

☞ Créé par la loi n° 89-1008 du 31 décembre 1989 relative au développement des entreprises commerciales et artisanales et à l'amélioration de leur environnement économique, juridique et social, le Fonds d'intervention pour la sauvegarde de l'artisanat et du commerce (FISAC) avait pour vocation de répondre aux menaces pesant sur l'existence des services artisanaux et commerciaux de proximité dans des zones rurales ou urbaines fragilisées par les évolutions économiques et sociales.

La fragilité de l'existence des services commerciaux et artisanaux de proximité est liée notamment, selon les zones concernées, à la désertification de certains espaces ruraux, au développement de la grande distribution, en particulier à la périphérie des villes, à l'insécurité qui peut prévaloir dans les zones urbaines sensibles.

L'action du FISAC s'est traduite par le versement de subventions aux collectivités locales et aux entreprises (le plus souvent en milieu rural, seulement en faveur d'entreprises économiquement viables et à condition de ne pas induire de distorsion de concurrence). Le FISAC a en outre financé des actions de fonctionnement (animation commerciale, communication, recrutement d'animateurs de centre-ville) ou d'investissement (halles et marchés, équipements professionnels, stationnement...).

Jusqu'en 2002, ce dispositif était fondé sur la solidarité financière entre les petites entreprises commerciales et artisanales et la grande distribution (surfaces de vente supérieures à 400 m²), au moyen d'un prélèvement sur cette dernière, la taxe d'aide au commerce et à l'artisanat (TACA), qui contribuait au maintien de l'existence des premières, grâce à un transfert des ressources dégagées au bénéfice de projets portés, généralement, par les collectivités locales.

☞ **Depuis la loi de finances pour 2003**, le produit de cette taxe est affecté au budget général de l'Etat et **les dotations relatives au FISAC sont désormais déléguées à l'ORGANIC** (devenu RSI depuis le 1^{er} juillet 2006) **à partir du budget de l'Etat.**

Dénommé depuis 2003 Fonds d'intervention pour les services, l'artisanat et le commerce, le FISAC a vu en 2008 ses conditions d'intervention modifiées par les textes suivants :

- l'article L.750-1-1 du code de commerce introduit par l'article 100 de la loi n°2008 - 776 du 4 août 2008 de modernisation de l'économie ;
- le décret n° 2008 - 1470 du 30 décembre 2008 pris pour l'application de l'article L.750-1-1 du code de commerce ;
- le décret n° 2008 - 1475 du 30 décembre 2008 pris pour l'application de certaines dispositions de l'article L.750 1-1 du code de commerce ;
- l'arrêté du 30 décembre 2008 modifié pris pour l'application du décret susvisé du 30 décembre 2008 pris pour l'application de certaines dispositions de l'article L.750-1-1 du code de commerce ;
- la circulaire du 22 juin 2009.

L'article 100 de loi de modernisation de l'économie du 4 août 2008 donne une base législative au FISAC et confirme ainsi l'importance de ce fonds pour la création, le maintien et la modernisation du commerce, de l'artisanat et des services de proximité.

Pour accompagner la mise en œuvre de la réforme de l'urbanisme commercial, le Gouvernement a souhaité, en effet, renforcer l'action du FISAC en orientant de manière prioritaire ses interventions en milieu rural, dans les zones de montagne, dans les halles et marchés ainsi que dans les quartiers prioritaires de la politique de la ville. En outre, la possibilité de mobiliser le FISAC dans le cas de circonstances exceptionnelles susceptibles de provoquer une atteinte grave au tissu commercial est explicitement mentionnée conformément aux recommandations que la Cour des comptes avait formulées en 2005 dans son rapport sur ce Fonds.

L'article 100 maintient la gestion comptable déléguée à la Caisse nationale du Régime social des indépendants (RSI), qui a été instaurée par la loi susvisée du 31 décembre 1989 et qui assure la souplesse de gestion du FISAC (coûts de gestion modérés et délais de paiement pouvant, en cas d'urgence, être limités à quelques jours, possibilité de gérer des opérations à caractère pluriannuel).

Le dispositif rénové du FISAC est plus particulièrement ciblé, d'une part, sur les territoires mentionnés ci-dessus, et, d'autre part, sur les aides aux entreprises dont les montants sont majorés.

Pour la mise en œuvre des dispositions de l'article 100 de la loi susvisée du 4 août 2008, ont été préparés un décret en conseil d'Etat, un décret simple, un arrêté et une circulaire d'application.

Le décret en Conseil d'Etat porte application partielle de l'article L. 750-1-1 du code de commerce introduit par l'article 100 de la loi susvisée du 4 août 2008.

Il précise les conditions dans lesquelles le FISAC peut prendre en charge les dépenses afférentes aux intérêts d'emprunts contractés par les communes pour l'acquisition, en application de l'article L. 214-1 du code de l'urbanisme, de fonds artisanaux, de fonds de commerce, de baux commerciaux ou de terrains destinés à l'aménagement commercial qui ont fait l'objet de l'exercice d'un droit de préemption.

Ces dépenses peuvent être financées au taux de 50 %.

Lorsque le droit de préemption est exercé dans les zones urbaines sensibles et dans les zones franches urbaines, le taux de financement est porté à 80 %.

Les autres modalités d'intervention du FISAC sont fixées par un décret simple et son arrêté d'application. Les nouvelles dispositions que comportent ces textes sont notamment les suivantes :

- Les commerçants non sédentaires deviennent éligibles aux aides du FISAC ;
- Le plafond de chiffre d'affaires annuel hors taxes des entreprises éligibles à ce fonds est porté à 1 million d'euros (800 000 euros précédemment) ;
- Le champ des opérations individuelles en zone rurale est élargi, le seuil de population des communes éligibles à ce type d'intervention étant porté à de 2000 à 3 000 habitants ;
- Le taux maximum de financement est porté à 30 % dans le cadre des opérations collectives en ce qui concerne les opérations d'investissement ;
- Les aides directes aux entreprises sont majorées au moyen d'un relèvement, d'une part, de leurs dépenses d'investissement subventionnables qui passent à 50 000 euros à 75 000 euros hors taxes et, d'autre part, du taux de financement qui est porté à 30 % ou à 40 % selon les aménagements projetés ;
- Le délai de carence entre deux opérations ayant le même objet est ramené de cinq à deux ans pour les maîtres d'ouvrage publics et pour les entreprises. Dans le premier cas, ce délai peut être réduit ou supprimé dans le cas où des aides autres que celles du FISAC, apportées au maître d'ouvrage pour la même opération, pourraient être perdues en cas d'interruption de l'opération. Dans le second cas, cette disposition n'est pas opposable en cas de circonstances exceptionnelles susceptibles de provoquer une atteinte grave au tissu commercial.

Les textes réglementaires qui sont parus au Journal officiel du 31 décembre 2008 sont complétés par l'arrêté du 15 mai 2009, qui met en place un dispositif harmonisé d'aides directes aux entreprises applicable aussi bien dans les opérations urbaines que dans les opérations collectives de modernisation en milieu rural, et par la circulaire d'application du 22 juin 2009 qui finalise la réforme du FISAC.

**PRESENTATION
DES DIFFERENTES
AIDES DU FISAC**

OPERATIONS URBAINES

ANCIEN DISPOSITIF	NOUVEAU DISPOSITIF (réforme 2008)
Aides aux collectivités publiques : communes de + de 2 000 habitants	Aides aux collectivités publiques : communes de + de 3 000 habitants
<p><u>Dépenses éligibles</u></p> <p>Fonctionnement</p> <ul style="list-style-type: none"> ◆ Etudes ◆ Recrutement d'un animateur (forfait de 15 000 €) ◆ Opérations collectives de communication et de promotion ◆ Opérations collectives d'animation <p><u>INVESTISSEMENT</u></p> <ul style="list-style-type: none"> ◆ Achat de locaux d'activité (hors fonds commerciaux) ◆ Signalétique ◆ Equipements facilitant l'accès aux espaces commerciaux ◆ Halles ; marchés couverts et de plein air ◆ Investissements de restructuration des centres commerciaux de proximité (hors ceux effectués par l'EPARECA) <p>Taux maxima</p> <ul style="list-style-type: none"> ◆ 50 % en fonctionnement (subvention plafonnée à 400 000 €) ◆ 20 % en investissement jusqu'à un plafond de dépenses subventionnables de 800 000 € et 10 % au-delà (subvention plafonnée à 400 000 €) <p>Conditions</p> <ul style="list-style-type: none"> ◆ L'opération doit être précédée d'une étude de faisabilité ◆ L'aide financière maximale qui peut être accordée pour une opération comportant 3 tranches ne peut excéder 2 M€ ◆ Le délai de carence doit être de 5 ans entre deux opérations ayant le même objet 	<p><u>Dépenses éligibles</u></p> <p>Fonctionnement</p> <ul style="list-style-type: none"> - Etudes ; - Recrutement d'un animateur (forfait de 15 000 €) ; - Opérations collectives de communication, de promotion et d'animation - <u>Prise en charge des intérêts d'emprunts contractés par les communes pour l'acquisition de fonds de commerce ;</u> - <u>Réalisation d'actions collectives en raison de l'exécution de travaux publics</u> <p><u>INVESTISSEMENT</u></p> <ul style="list-style-type: none"> ◆ Achat de locaux d'activité (hors fonds commerciaux) ◆ Signalétique ◆ Halles ; marchés couverts et de plein air ◆ Investissements de restructuration des centres commerciaux de proximité (hors ceux effectués par l'EPARECA) ◆ Equipements facilitant l'accès aux espaces commerciaux + stationnement de proximité <p>Taux maxima</p> <ul style="list-style-type: none"> ◆ 50 % en fonctionnement (subvention plafonnée à 400 000 €) ◆ <u>30 % en investissement*</u> <p>Conditions</p> <ul style="list-style-type: none"> ◆ L'opération doit être précédée d'une étude de faisabilité ◆ L'aide financière maximale qui peut être accordée pour une opération comportant 3 tranches ne peut excéder 2 M€ ◆ Le délai de carence est, sauf exception, de <u>2 ans</u> entre deux opérations ayant le même objet
<p><u>AIDES DIRECTES AUX ENTREPRISES</u></p> <p><u>DEPENSES D'INVESTISSEMENT ELIGIBLES</u></p> <ul style="list-style-type: none"> ◆ Rénovation de vitrines ◆ Equipements destinés à assurer la sécurité des entreprises ◆ Aménagements destinés à faciliter l'accessibilité de ces entreprises aux personnes handicapées et aux personnes à mobilité réduite <p>TAUX MAXIMUM</p> <ul style="list-style-type: none"> ◆ 20 % <p>conditions</p> <ul style="list-style-type: none"> ◆ La participation financière de la collectivité concernée doit être égale à celle du FISAC ◆ Le chiffre d'affaires annuel hors taxes de l'entreprise doit être inférieur à 800 000 € ◆ L'aide du FISAC est plafonnée à 10 000 € par entreprise 	<p><u>AIDES DIRECTES AUX ENTREPRISES</u></p> <p><u>DEPENSES D'INVESTISSEMENT ELIGIBLES</u></p> <ul style="list-style-type: none"> ◆ Rénovation de vitrines ◆ Equipements destinés à assurer la sécurité des entreprises ◆ Aménagements destinés à faciliter l'accessibilité de ces entreprises aux personnes handicapées et aux personnes à mobilité réduite ◆ <u>Dépenses d'investissement relatives à la modernisation des locaux d'activité</u> <p>TAUX MAXIMA</p> <p><u>30 % (investissements matériels et 40% (sécurisation et aménagements pour les handicapés)*</u></p> <p>CONDITIONS</p> <ul style="list-style-type: none"> ◆ La participation financière de la collectivité concernée doit être égale à celle du FISAC ◆ Le chiffre d'affaires annuel hors taxes de l'entreprise doit être inférieur <u>à 1 M€</u> ◆ Le montant de la dépense subventionnable est plafonnée <u>à 75 000 €</u> et l'aide du FISAC ne peut excéder <u>à 30 000 €</u> par entreprise

* Le montant de l'aide ne peut excéder 30% ou 40% des dépenses subventionnables selon la nature des investissements projetés jusqu'à un plafond de dépenses subventionnables de 800 000 € hors taxes . Au-delà de ce seuil, le taux maximum d'intervention est fixé à 10%, avec un montant de subvention plafonné à 400 000 €

OPERATIONS URBAINES DANS LES ZONES URBAINES SENSIBLES ET DANS LES ZONES FRANCHES URBAINES

ANCIEN DISPOSITIF	NOUVEAU DISPOSITIF (réforme 2008)
<i>Aides aux collectivités publiques : Communes de + de 2 000 habitants</i>	<i>Aides aux collectivités publiques : Communes de + de 3 000 habitants</i>
<p><u>Dépenses éligibles</u></p> <p>Fonctionnement</p> <ul style="list-style-type: none"> ◆ Etudes ◆ Recrutement d'un animateur (forfait de 15 000 €) ◆ Opérations collectives de communication et de promotion ◆ Opérations collectives d'animation <p><u>INVESTISSEMENT</u></p> <ul style="list-style-type: none"> ◆ Achat de locaux d'activité (hors fonds commerciaux) ◆ Signalétique ◆ Equipements facilitant l'accès aux espaces commerciaux ◆ Halles ; marchés couverts et de plein air ◆ Investissements de restructuration des centres commerciaux de proximité (hors ceux effectués par l'EPARECA) <p>Taux maxima</p> <ul style="list-style-type: none"> ◆ 80 % en fonctionnement (subvention plafonnée à 400 000 €) ◆ 40 % en investissement jusqu'à un plafond de dépenses subventionnables de 800 000 € et 10 % au-delà (subvention plafonnée à 400 000 €) <p>CONDITIONS</p> <ul style="list-style-type: none"> ◆ L'opération doit être précédée d'une étude de faisabilité ◆ L'aide financière maximale qui peut être accordée pour une opération comportant 3 tranches ne peut excéder 2 M€ ◆ Le délai de carence doit être de 5 ans entre deux opérations ayant le même objet 	<p><u>Dépenses éligibles</u></p> <p><u>FONCTIONNEMENT</u></p> <ul style="list-style-type: none"> ◆ Etudes ◆ Recrutement d'un animateur (forfait de 15 000 €) ◆ Opérations collectives de communication, de promotion et d'animation ◆ <u>Prise en charge des intérêts d'emprunts contractés par les communes pour l'acquisition de fonds de commerce ;</u> ◆ <u>Réalisation d'actions collectives en raison de l'exécution de travaux publics</u> <p><u>INVESTISSEMENT</u></p> <ul style="list-style-type: none"> ◆ Achat de locaux d'activité (hors fonds commerciaux) ◆ Signalétique ◆ Halles ; marchés couverts et de plein air ◆ Investissements de restructuration des centres commerciaux de proximité (hors ceux effectués par l'EPARECA) ◆ Equipements facilitant l'accès aux espaces commerciaux + stationnement de proximité <p>Taux maxima</p> <ul style="list-style-type: none"> ◆ 80 % en fonctionnement (subvention plafonnée à 400 000 €) ◆ 40 % en investissement (aides directes comprises) jusqu'au plafond de dépenses subventionnables de 800 000 € et 10 % au-delà (subvention plafonnée à 400 000 €) <p>CONDITIONS</p> <ul style="list-style-type: none"> ◆ L'opération doit être précédée d'une étude de faisabilité ◆ L'aide financière maximale qui peut être accordée pour une opération comportant 3 tranches ne peut excéder 2 M€ • Le délai de carence est, sauf exception, de <u>2 ans</u> entre deux opérations ayant le même objet

OPERATIONS COLLECTIVES DE MODERNISATION EN MILIEU RURAL (Pays, groupements de communes rurales, bassins d'emploi ruraux)

ANCIEN DISPOSITIF	NOUVEAU DISPOSITIF (réforme 2008)
<p><u>AIDES AUX COLLECTIVITES PUBLIQUES</u></p> <p>DEPENSES ELIGIBLES</p> <p><input type="checkbox"/> FONCTIONNEMENT</p> <ul style="list-style-type: none"> ◆ Etudes ◆ Recrutement d'un animateur (forfait de 15 000 €) ◆ Opérations collectives de communication et de promotion ◆ Opérations collectives d'animation <p><input type="checkbox"/> INVESTISSEMENT</p> <ul style="list-style-type: none"> ◆ Achat de locaux d'activité (hors fonds commerciaux) ◆ Signalétique ◆ Equipements facilitant l'accès aux espaces commerciaux ◆ Halles ; marchés couverts et de plein air ◆ Investissements de restructuration des centres commerciaux de proximité (hors ceux effectués par l'EPARECA) <p>TAUX MAXIMA</p> <ul style="list-style-type: none"> ❖ 50 % en fonctionnement (subvention plafonnée à 400 000 €) ❖ 20 % en investissement jusqu'à un plafond de dépenses subventionnables de 800 000 € et 10 % au-delà (subvention plafonnée à 400 000 €) <p>CONDITIONS</p> <ul style="list-style-type: none"> ◆ L'opération doit être précédée d'une étude de faisabilité ◆ L'aide financière maximale qui peut être accordée pour une opération comportant 3 tranches ne peut excéder 2 M€ ▪ Le délai de carence doit être de 5 ans entre deux opérations ayant le même objet 	<p><u>AIDES AUX COLLECTIVITES PUBLIQUES :</u></p> <p>DEPENSES ELIGIBLES</p> <p><input type="checkbox"/> FONCTIONNEMENT</p> <ul style="list-style-type: none"> ◆ Etudes ◆ Recrutement d'un animateur (forfait de 15 000 €) ◆ Opérations collectives de communication, de promotion et d'animation ; ◆ <u>Prise en charge des intérêts d'emprunts contractés par les communes pour l'acquisition de fonds de commerce ;</u> ◆ <u>Réalisation d'actions collectives en raison de l'exécution de travaux publics.</u> <p><input type="checkbox"/> INVESTISSEMENT</p> <ul style="list-style-type: none"> ◆ Achat de locaux d'activité (hors fonds commerciaux) ◆ Signalétique ◆ Halles ; marchés couverts et de plein air ◆ Investissements de restructuration des centres commerciaux de proximité (hors ceux effectués par l'EPARECA) ◆ Equipements facilitant l'accès aux espaces commerciaux + stationnement de proximité <p>TAUX MAXIMA</p> <ul style="list-style-type: none"> ❖ 50 % en fonctionnement (subvention plafonnée à 400 000 €) ❖ <u>30 % en investissement*</u> <p>CONDITIONS</p> <ul style="list-style-type: none"> ◆ L'opération doit être précédée d'une étude de faisabilité ◆ L'aide financière maximale qui peut être accordée pour une opération comportant 3 tranches ne peut excéder 2 M€ • Le délai de carence est, sauf exception, de <u>2 ans</u> entre deux opérations ayant le même objet
<p><u>AIDES DIRECTES AUX ENTREPRISES</u></p> <ul style="list-style-type: none"> ◆ Rénovation de vitrines ◆ Equipements destinés à assurer la sécurité des entreprises ◆ Aménagements destinés à faciliter l'accessibilité de ces entreprises aux personnes handicapées et aux personnes à mobilité réduite • Dépenses d'investissement relatives à la modernisation des entreprises et des locaux d'activité <p>TAUX MAXIMUM</p> <ul style="list-style-type: none"> ◆ 20 % <p>conditions</p> <ul style="list-style-type: none"> ◆ La participation financière de la collectivité concernée doit être égale à celle du FISAC ◆ Le chiffre d'affaires annuel hors taxes de l'entreprise doit être inférieur à 800 000 € ▪ L'aide du FISAC est plafonnée à 10 000 € par entreprise 	<p><u>AIDES DIRECTES AUX ENTREPRISES :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> ◆ Rénovation de vitrines ◆ Equipements destinés à assurer la sécurité des entreprises ◆ Aménagements destinés à faciliter l'accessibilité de ces entreprises aux personnes handicapées et aux personnes à mobilité réduite • Dépenses d'investissement relatives à la modernisation des locaux d'activité <p>TAUX MAXIMA</p> <ul style="list-style-type: none"> ◆ <u>30 %</u> pour les investissements matériels* ◆ <u>40 %</u> pour la sécurisation et pour les aménagements destinés à faciliter l'accessibilité des entreprises aux personnes handicapées et aux personnes à mobilité réduite* <p>CONDITIONS</p> <ul style="list-style-type: none"> ◆ La participation financière de la collectivité concernée doit être égale à celle du FISAC ◆ Le chiffre d'affaires annuel hors taxes de l'entreprise doit être inférieur à <u>1 M€</u> ◆ Le montant de la dépense subventionnable est plafonné à <u>75 000 €</u> et l'aide du FISAC ne peut excéder <u>30 000 € par entreprise</u>

*Le montant de l'aide ne peut excéder 30% ou 40% des dépenses subventionnables selon la nature des investissements projetés jusqu'à un plafond de dépenses subventionnables de 800 000 € hors taxes. Au-delà de ce seuil, le taux maximum d'intervention est fixé à 10%, avec un montant de subvention plafonné à 400 000 €

OPERATIONS D'AMENAGEMENT DANS LES COMMUNES RURALES

ANCIEN DISPOSITIF	NOUVEAU DISPOSITIF (réforme 2008)
<i>Communes de moins de 2 000 habitants</i>	<i>Communes de moins de 3 000 habitants</i>
<p><u>Maîtrise d'ouvrage publique</u></p> <p>DEPENSES D'INVESTISSEMENT ELIGIBLES</p> <ul style="list-style-type: none"> ◆ Signalétique ◆ Equipements facilitant l'accès aux espaces commerciaux + stationnement de proximité ◆ Halles ; marchés couverts et de plein air ◆ Investissements de restructuration des centres commerciaux de proximité <p>TAUX MAXIMA</p> <ul style="list-style-type: none"> ◆ 20 % jusqu'à un plafond de dépenses subventionnables de 800 000 € et 10 % au-delà (subvention plafonnée à 400 000 €) <p>CONDITIONS</p> <p>Le délai de carence doit être de 5 ans entre deux opérations ayant le même objet</p>	<p><u>Maîtrise d'ouvrage publique</u></p> <p>DEPENSES DE FONCTIONNEMENT ELIGIBLES</p> <ul style="list-style-type: none"> - Etudes ; - Prise en charge des intérêts d'emprunts contractés par les communes pour l'acquisition de fonds de commerce ; - Réalisation d'actions collectives en raison de l'exécution de travaux publics. <p>DEPENSES D'INVESTISSEMENT ELIGIBLES</p> <ul style="list-style-type: none"> ◆ Signalétique ◆ Equipements facilitant l'accès aux espaces commerciaux + stationnement de proximité ◆ Halles ; marchés couverts et de plein air ◆ Investissements de restructuration des centres commerciaux de proximité <p>TAUX MAXIMA</p> <ul style="list-style-type: none"> ◆ <u>50%</u> en fonctionnement (subvention plafonnée à 400 000 €) ◆ <u>30 %</u> en investissement jusqu'à un plafond de dépenses subventionnables de 800 000 € et 10 % au-delà (subvention plafonnée à 400 000 €) <p>CONDITIONS</p> <p>Le délai de carence est, sauf exception, de <u>2 ans</u> entre deux opérations ayant le même objet</p>

OPERATIONS RURALES INDIVIDUELLES

ANCIEN DISPOSITIF	NOUVEAU DISPOSITIF (réforme 2008)
Communes de moins de 2 000 habitants	Communes de moins de 3 000 habitants
<p><u>Maîtrise d'ouvrage privée</u></p> <p>DEPENSES D'INVESTISSEMENT ELIGIBLES (PLAFONNEES A 50 000 €)</p> <ul style="list-style-type: none"> ◆ Dépenses d'investissement relatives à la modernisation des entreprises et des locaux d'activité (vitrines incluses) ◆ Dépenses d'investissement relatives à la sécurisation des entreprises et des locaux d'activité ◆ Dépenses d'investissement visant à favoriser l'accessibilité des entreprises aux personnes handicapées et aux personnes à mobilité réduite <p>TAUX MAXIMA</p> <ul style="list-style-type: none"> ◆ 20 % pour les investissements matériels ◆ 40 % pour les dépenses de sécurisation et pour celles visant à favoriser l'accessibilité des entreprises aux personnes handicapées et aux personnes à mobilité réduite 	<p><u>Maîtrise d'ouvrage privée</u></p> <p>DEPENSES D'INVESTISSEMENT ELIGIBLES (PLAFONNEES A 75 000 €)</p> <ul style="list-style-type: none"> ◆ Dépenses d'investissement relatives à la modernisation des entreprises et des locaux d'activité (vitrines incluses) ◆ Dépenses d'investissement relatives à la sécurisation des entreprises et des locaux d'activité ◆ Dépenses d'investissement visant à favoriser l'accessibilité des entreprises aux personnes handicapées et aux personnes à mobilité réduite <p>TAUX MAXIMA</p> <ul style="list-style-type: none"> ◆ 30 % pour les investissements matériels ◆ 40 % pour les dépenses de sécurisation et pour celles visant à favoriser l'accessibilité des entreprises aux personnes handicapées et aux personnes à mobilité réduite
<p><u>Maîtrise d'ouvrage publique</u></p> <p>DEPENSES D'INVESTISSEMENT ELIGIBLES</p> <ul style="list-style-type: none"> ◆ Dépenses d'investissement relatives à la modernisation des entreprises et des locaux d'activité (vitrines incluses) ◆ Dépenses d'investissement relatives à la sécurisation des entreprises et des locaux d'activité ◆ Dépenses d'investissement visant à favoriser l'accessibilité des entreprises aux personnes handicapées et aux personnes à mobilité réduite ◆ Achat de locaux d'activité (hors fonds commerciaux) ◆ Aménagement des abords immédiats du commerce concerné, notamment pour en faciliter l'accès <p>TAUX MAXIMA</p> <ul style="list-style-type: none"> ◆ 30 % POUR LES INVESTISSEMENTS MATERIELS ◆ 40 % POUR LES DEPENSES DE SECURISATION ET POUR CELLES VISANT A FAVORISER L'ACCESSIBILITE DES ENTREPRISES AUX PERSONNES HANDICAPEES ET AUX PERSONNES A MOBILITE REDUITE 	<p><u>Maîtrise d'ouvrage publique</u></p> <p>DEPENSES D'INVESTISSEMENT ELIGIBLES</p> <ul style="list-style-type: none"> ◆ Dépenses d'investissement relatives à la modernisation des entreprises et des locaux d'activité (vitrines incluses) ◆ Dépenses d'investissement relatives à la sécurisation des entreprises et des locaux d'activité ◆ Dépenses d'investissement visant à favoriser l'accessibilité des entreprises aux personnes handicapées et aux personnes à mobilité réduite ◆ Achat de locaux d'activité (hors fonds commerciaux) si location pendant 10 ans ◆ Aménagement des abords immédiats du commerce concerné, notamment pour en faciliter l'accès <p>TAUX MAXIMA</p> <ul style="list-style-type: none"> ◆ 30 % POUR LES INVESTISSEMENTS MATERIELS* ◆ 40 % POUR LES DEPENSES DE SECURISATION ET POUR CELLES VISANT A FAVORISER L'ACCESSIBILITE DES ENTREPRISES AUX PERSONNES HANDICAPEES ET AUX PERSONNES A MOBILITE REDUITE*
<p><u>CONDITIONS COMMUNES</u></p> <ul style="list-style-type: none"> ◆ L'opération doit être précédée d'une étude de faisabilité ◆ Le chiffre d'affaires annuel hors taxes de l'entreprise doit être inférieur à 800 000 € ◆ Le montant de la dépense subventionnable ne peut être inférieur à 10 000 € ◆ Le délai de carence doit être de 5 ans entre 2 opérations ayant le même objet 	<p><u>CONDITIONS COMMUNES</u></p> <ul style="list-style-type: none"> ◆ L'opération doit être précédée d'une étude de faisabilité ◆ Le chiffre d'affaires annuel hors taxes de l'entreprise doit être inférieur à <u>1 M€</u> ◆ Le montant de la dépense subventionnable ne peut être inférieur à 10 000 € ◆ Le délai de carence est, sauf exception, de <u>2 ans</u> entre 2 opérations ayant le même objet

*Le montant de l'aide ne peut excéder 30% ou 40% des dépenses subventionnables selon la nature des investissements projetés jusqu'à un plafond de dépenses subventionnables de 800 000 €hors taxes. Au-delà de ce seuil, le taux maximum d'intervention est fixé à 10%.

**PRESENTATION
DES MOYENS
MIS EN ŒUVRE
PAR LE FISAC**

I – COMPARAISONS 2009 – 2008.

La dotation FISAC a été fixée initialement en loi de finances pour 2009 à 70 millions d'euros en autorisations d'engagement et à 60 millions d'euros en crédits de paiement (montants identiques à ceux de 2008).

Après régulation budgétaire et redéploiements internes, les disponibilités pour 2009 ont représenté une somme de 67,1 M€ (contre 30,9 M€ en 2008). Les dotations 2008 et 2009 ont été complétées par les réimputations sur le compte FISAC des crédits non utilisés par les bénéficiaires des subventions de ce fonds (13 M€ en 2008 et 14,6 M€ en 2009).

I-1 – Les opérations territoriales (opérations urbaines, opérations rurales).

L'évolution des différentes catégories d'opérations territoriales en 2009 par rapport à 2008 se caractérise par une augmentation du nombre global de dossiers territoriaux reçus : s'agissant des opérations urbaines et des opérations rurales, 56,7 M€ ont été alloués par le FISAC à 759 opérations en 2009 (soit respectivement + 21,9 % et + 11 % par rapport à 2008).

Alors que l'année 2005 avait été marquée par l'apurement du stock considérable de dossiers enregistrés au cours de l'année 2004, les années 2006, 2007 et 2008 peuvent être regardées comme des années où les délais d'instruction de dossiers ont retrouvé un rythme normal. L'année 2009 marque une dégradation, due à l'augmentation significative des dossiers reçus (1018 dossiers en 2009 contre 783 en 2008). Au 31 décembre 2009, le nombre de dossiers en cours d'instruction s'élevait à 229 contre 94 en 2008.

Le délai moyen d'instruction par l'administration centrale est de 54 jours en 2009 (52 jours en 2008).

Cette instruction, grâce à la vigilance apportée à la définition des assiettes subventionnables et au choix des taux de subvention qui tiennent compte des effets prévisibles sur les activités commerciales des opérations aidées, conduit à une réduction des aides allouées représentant 20 % du montant des demandes formulées.

Les crédits consacrés aux opérations urbaines enregistrent une hausse après trois années consécutives de baisse. Ils s'élèvent à 24,53 M€ (dont 3 M€ pour l'aide aux quartiers en difficulté) pour 140 décisions contre 20,52 M€ et 146 décisions en 2008, soit une hausse de 19,5 % en montant et une baisse de 4,1 % en unités. La diminution du nombre de dossiers aidés s'explique par le fait que les deux premières années d'un mandat municipal sont marquées davantage par la définition d'un projet que par sa mise en oeuvre.

Les montants dévolus aux opérations rurales font également apparaître une hausse puisqu'ils atteignent 32,18 M€ contre 25,97 M€ en 2008. Le nombre des décisions est également en légère augmentation, s'élevant à 619 contre 538 en 2008, soit une augmentation de 15,1 % en unités.

En ce qui concerne les opérations rurales individuelles, le montant moyen des aides directes aux entreprises s'établit à 11 937 € en 2009 (contre 7 613 € en 2008). Cette augmentation s'explique par le fait que la dépense subventionnable a été portée de 50 000 à 75 000 € et que les taux de financement sont passés de 20 à 30 % pour les investissements matériels.

Enfin, on observe un quasi doublement du nombre des études préalables aux opérations collectives, qui ont été réalisées en 2009. 91 études ont été financées pour un coût total de 1,05 M€ contre 48 en 2008, leur coût s'élevant à 0,51 M€

I-2 – Les opérations nationales.

Au titre des dispositifs spécifiques, les crédits du FISAC ont permis également de financer en 2009 :

- les actions de développement économique réalisées par les chambres de métiers et de l'artisanat. Une enveloppe de crédits de 12,7 M€ a été réservée à cet effet en 2009 (13 M€ en 2008) ;
- un abondement, à hauteur de 10,5 M€, des fonds propres de l'Etablissement public national d'aménagement et de restructuration des espaces commerciaux et artisanaux (EPARECA) (9,8 M€ en 2008) ;
- le dispositif de soutien aux commerces de biens culturels résultant de la convention triennale passée avec le ministère de la culture et de la communication en 2003, qui a été prorogé en 2007 pour une nouvelle période de trois ans (2007 – 2008 – 2009). En 2009, 13 opérations ont été financées pour un montant de 0,20 M€ dans le cadre de l'enveloppe annuelle de 1 M€ prévue pour ces opérations (15 opérations en 2008 pour 0,21 M€) ;
- la mise en place d'un dispositif exceptionnel d'aide aux entreprises sinistrées à la suite de la tempête Klaus de janvier 2009 dans les départements de la Gironde, des Landes, du Lot et Garonne, des Pyrénées Atlantiques, du Gers, de l'Aude et des Pyrénées Orientales ; une provision de 4,78 M€ a été constituée à cet effet ;
- la mise en place d'une mesure de prêts à taux 0 au profit des entreprises expéditrices et exportatrices de fruits fragilisés suite au gel survenu en mars et en avril 2008. Les entreprises ont eu la faculté d'opter soit pour l'octroi d'un prêt à taux 0, soit pour l'octroi d'une aide exceptionnelle non remboursable plafonnée à 10 000 € ; le montant global de ces aides s'élève à 1,6 M€ ;
- la mise en place d'une grille d'évaluation des opérations collectives du FISAC (0.01M €).

I-3 – Par collectivité territoriale.

❖ Les régions :

↗ les plus fortes consommatrices :

C'est la région Rhône-Alpes qui arrive en tête au titre des bénéficiaires (12,45 M€) suivie par les régions Aquitaine (8,36 M€) et Centre (5,09 M€).

Si l'on prend en compte le montant par habitant, les trois régions en tête en 2009 sont : le Limousin, l'Aquitaine et la Champagne Ardenne. En 2008, le classement était le suivant : le Limousin, la Martinique et la Guyane.

↗ les plus faibles consommatrices :

Ce sont les régions (hors DOM et Corse) Picardie, Alsace et Bourgogne qui font le moins appel au FISAC. Les régions Picardie, Auvergne et Alsace figuraient à ce classement en 2008.

La même constatation peut être faite pour les régions d'outre-mer qui sollicitent peu le FISAC.

En montant par habitant, le classement fait apparaître les régions Picardie, Ile-de-France et Alsace. En 2008, les régions concernées étaient les régions Picardie, Ile-de-France et Provence-Alpes-Côte-d'Azur.

❖ Les départements :

↗ Les plus forts consommateurs :

Les cinq départements en tête sont : la Gironde, la Drôme, les Landes, le Loiret et la Loire. Seul le département de la Gironde figurait dans le classement 2008. En montant par habitant, ce sont les départements de la Haute-Marne, des Landes, du Gers, de la Lozère et de la Creuse qui arrivent en tête.

↗ les plus faibles consommateurs :

Les départements les moins aidés sont Paris, la Corse du Sud, le Gard, le Tarn-et-Garonne, les Hautes-Alpes, la Seine-Saint-Denis et la Somme. En 2008, les départements concernés étaient le Territoire de Belfort, la Somme, la Moselle, la Meuse, la Lozère, la Haute-Corse et la Corse du Sud.

* *
*

Ces observations ne doivent pas être considérées comme un palmarès, car des facteurs multiples peuvent se combiner pour expliquer ces situations (délai de mise au point des projets, concentration sur certains types d'opérations, dispersion géographique, situation économique locale). On peut d'ailleurs noter, d'une part, que ces constats ne se retrouvent pas d'une année sur l'autre et, d'autre part, que la taille des départements ou des régions ne constitue pas un élément toujours décisif dans l'explication du niveau d'appel aux crédits du FISAC.

II – BILAN GLOBAL SUR LA PERIODE 1992-2009.

Sur la période 1992-2009, le montant des aides allouées s'élève à 1 091,85 M€ pour 13 265 décisions attributives de subventions. La part relative aux dépenses d'investissement (574,1 M€) dépasse substantiellement celle afférente aux dépenses de fonctionnement (517,8 M€).

II-1 – Opérations conduites en milieu rural (communes de moins de 2 000 habitants jusqu'en 2009, communes de moins de 3 000 habitants depuis cette date).

En milieu rural, le FISAC peut intervenir, soit dans le cadre d'opérations individuelles (avec une commune ou un particulier), soit dans le cadre d'opérations collectives de modernisation (avec une communauté de communes, par exemple).

De façon générale, l'impact du FISAC en milieu rural paraît très positif dès lors qu'il contribue au maintien d'activités de première nécessité au bénéfice des habitants des zones de revitalisation.

Des aides directes, dont le montant est plafonné à 30 000 € (20 000 € dans l'ancien dispositif), peuvent être attribuées à des entrepreneurs individuels pour la modernisation de leur outil de travail, sous réserve que l'opération ne crée ni de distorsion de concurrence ni un enrichissement sans cause.

Globalement, 61,3% des décisions prises durant cette période concernent le monde rural (soit 8 135 opérations). Par ailleurs, ces subventions en zone rurale représentent 27,1% du total des aides attribuées depuis 1992, soit 296,3 M€.

La répartition annuelle des subventions s'établit comme suit :

(en M€)

1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009
0,73	6,9	9,5	7,8	10,3	9,3	10,5	11	14,3	9,3	10	19,3	29,9	28,2	23,7	24,2	25,9	32,2

En moyenne, sur les cinq dernières années, le montant moyen de l'aide directe aux entreprises s'élève à 8 285 €.

L'évolution du montant moyen des aides aux collectivités territoriales s'établit ainsi sur les cinq dernières années :

(en M€)

CATEGORIES D'OPERATIONS	2004	2005	2006	2007	2008	2009
Opérations rurales individuelles	36 500	37 100	31 658	59 774	34 283	34 475
Opérations collectives de modernisation	164 500	172 722	147 875	142 651	142 810	172 222

Rapportées à une population de 20,8 millions d'habitants vivant en 2009 dans les communes de moins de 3 000 habitants, les aides du FISAC en milieu rural représentent approximativement 14,2 €/habitant pour la période 1992-2009 et 1,5 €/habitant en 2009.

II-2 - Opérations conduites en milieu urbain.

L'objectif général de ces opérations est d'apporter une aide au montage de projets associant les collectivités locales, les associations de commerçants et les chambres consulaires, ces projets intégrant tous les aspects d'une politique urbaine (transports, habitat, infrastructure, stationnement, accessibilité au centre-ville...). Depuis 1992, ces opérations représentent près de 30,1 % des décisions prises durant cette période (soit 3 988 opérations) et 39,4 % du montant total des subventions avec 429,8 M€.

Ces subventions se répartissent comme suit :
(en M€)

1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009
5,1	8,5	8,9	9,4	23,2	19,3	29,5	29,3	37,9	24,3	27,1	26,2	31,2	38,6	33	30,1	20,5	24,5

L'évolution du montant moyen des aides aux collectivités territoriales s'établit ainsi sur les cinq dernières années :

CATEGORIE D'OPERATION	2005	2006	2007	2008	2009
Opérations urbaines	131 000 €	142 900 €	146 339 €	140 555 €	173 334 €

Opérations urbaines FISAC 1992/2009 par taille de ville :

Nombre d'habitants	Montant de subvention (en €)	%	Population concernée	Montant moyen par habitant (en €)
3 000 à 5 000 (1)	60 399 936,00	14,08	5 330 056	11,3
5 000 à 15 000	116 856 205,00	27,24	10 984 653	10,6
15 000 à 30 000	88 560 767,00	20,65	7 406 487	12,0
Plus de 30 000	163 127 289,00	38,03	20 180 620	8,1
Total	428 944 197,00	100	43 901 816	9,8

(1) De 1992 à 2008, le montant de subvention concerne les communes urbaines de 2 000 à 5 000 habitants. A compter de 2009, date à laquelle les opérations urbaines s'appliquent aux communes de plus de 3 000 habitants, ce montant concerne donc les communes urbaines de 3 000 à 5 000 habitants.

Ce sont les communes de plus de 30 000 habitants qui ont bénéficié, en priorité, de ce dispositif (38,03 % du montant des subventions). Cela étant, l'effort du FISAC porte également sur les communes moyennes (communes de 5 000 à 30 000 habitants), dont les projets demeurent cohérents au regard des capacités financières d'intervention de ce fonds. On note à cet égard que les montants moyens par habitant concernant les villes de 3 000 à 5 000 habitants, de 5 000 à 15 000 habitants et celles de 15 000 à 30 000 habitants sont assez proches. Ils sont supérieurs aux montants moyens par habitant se rapportant aux communes de plus de 30 000 habitants.

L'impact du FISAC, de fait, est lié étroitement à l'échelle financière de l'opération et son « cœur de cible » en milieu urbain demeure les villes moyennes, même si certaines opérations conduites dans des villes de plus de 50 000 habitants peuvent s'avérer opportunes, comme par exemple celles ayant pour objet d'agir sur un quartier particulier, voire une artère, ou encore celles ayant pour objet de restructurer une halle.

II - 3 Opérations nationales.

Outre les actions de soutien au développement économique des chambres de métiers et de l'artisanat, le FISAC contribue, notamment, à financer des opérations visant à venir en aide aux commerçants et aux artisans victimes de catastrophes naturelles, épidémiques ou accidentelles (remplacement de l'outil de production, pertes d'exploitation), et des opérations visant à favoriser la diffusion de biens culturels. Il participe également au financement d'études de faisabilité et d'études préalables à des opérations collectives. Enfin, les pôles d'innovation de l'artisanat reçoivent une aide de l'Etat pour leur fonctionnement courant.

Les subventions accordées dans le cadre d'opérations exceptionnelles s'établissent comme suit :
(en M€)

1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009
4,4	3,8	3,8	5,8	10,2	6	12,1	6,05	32 (1)	5	13,7	1,7 (2)	14,3	8,9	9,55 (3)	5 (4)	0	6,38 (5)

(1) Année exceptionnelle : tempêtes et inondations.

(2) Les provisions constituées pour indemniser les entreprises fruitières et légumières victimes du gel d'avril 2003, les entreprises victimes de la tornade du 15 juillet 2003 dans les Landes, ainsi que les entreprises sinistrées lors des inondations de décembre 2003 dans le sud de la France sont comptabilisées au titre de l'année 2004, les estimations correspondantes n'ayant pas été établies avant le 31 décembre 2003. Les provisions ont fait l'objet de décisions ministérielles à hauteur de 9,4 M€ en 2004.

(3) et (4) En 2006, 9,55 M€ ont été consacrés à la mise en place d'un dispositif d'aides aux entreprises ayant dû diminuer ou interrompre leur activité à la suite de l'épidémie provoquée par le chikungunya à La Réunion. La provision ainsi constituée devait permettre de prendre en charge les éventuelles conséquences d'une recrudescence de l'épidémie en 2007 et lors des années suivantes. L'épidémie ayant été jugulée, la provision a été ramenée à 4,55 M€ et le reliquat de 5 M€ a été réimputé sur le FISAC. Cette réaffectation a permis la constitution d'une nouvelle provision de 5 M€ destinée à indemniser les entreprises sinistrées à la suite du passage du cyclone Dean à la Martinique et à la Guadeloupe.

(5) Mise en place d'une provision de 4,78 M€ pour venir en aide aux entreprises victimes de la tempête Klaus et d'une mesure de prêts à taux 0 au profit des entreprises expéditrices et exportatrices de fruits fragilisés suite au gel survenu en 2008 (1,6 M€).

* *
* *

Au total, sur les cinq dernières années, on peut estimer qu'au sein des opérations rurales et urbaines, une part de l'ordre de 20 à 25 %, a été consacrée à des actions s'inscrivant dans une politique nationale (halles et marchés, animateurs de centre-ville, commerces multiservices), où l'action volontariste de l'Etat a suscité, renforcé ou infléchi des choix locaux de manière déterminante. Ainsi, la mise aux normes de halles et de marchés, bien qu'obligatoire en vertu de directives communautaires et de réglementations nationales, a été délibérément soutenue. Il en va de même pour l'animation des centres-villes (dont le financement incombe pourtant au premier titre aux commerçants eux-mêmes) ou pour les multiservices (dont l'offre étendue a été soutenue au-delà de la satisfaction spontanée des besoins locaux sur l'une des composantes de l'offre commerciale).

Au titre des opérations nationales, le FISAC assure le financement des actions de développement économique menées par les chambres de métiers et de l'artisanat. 12,7 M€ ont été consacrés à ces actions en 2009 (cf. fiche p. 27).

Le FISAC contribue au financement de l'EPARECA qui intervient au profit des centres commerciaux dégradés installés en ZUS. Au titre de l'année 2009, une dotation de 10,5 M€ lui a été attribuée (cf. fiche p. 28).

Enfin, au titre du dispositif de soutien aux commerces de biens culturels, le FISAC a financé, au cours de l'année 2009, 13 opérations pour un coût global de 201 265 €, le coût moyen de chaque dossier représentant une somme de 15 482 € (cf. tableaux p.).

III - LA GESTION DES FONDS PAR LE RSI.

Une convention relative à la gestion des fonds du FISAC a été passée avec l'ORGANIC le 11 avril 2003. En effet, l'ORGANIC, qui est devenue depuis le 1^{er} juillet 2006 le RSI (Régime Social des Indépendants), assure le paiement des aides en conformité avec la réglementation applicable en l'espèce et les instructions données par la DGCIS.

IV – EVALUATION

La DGCIS réalise une enquête visant notamment à mesurer le taux de survie des entreprises aidées par le FISAC dans le cadre des opérations individuelles en milieu rural. A trois ans, le taux de pérennité s'élève en moyenne à 93,1 % et à 5 ans à 89,7 %.

En 2007, une étude d'évaluation des opérations collectives financées par le FISAC (opérations urbaines, opérations collectives de modernisation) a été confiée, après appel d'offres, à un prestataire extérieur. Le rapport d'évaluation portant sur 15 opérations a été remis à la fin du premier semestre 2008. Les résultats de cette étude mettent en évidence les effets positifs des interventions du FISAC et fournissent des observations utiles pour une optimisation des choix opérationnels des maîtres d'ouvrage.

En moyenne, le FISAC finance 22 % du coût des opérations, soit un effet de levier de près de 5, la participation des collectivités territoriales représentant environ 54 % et celles des entreprises 13 % (le solde est apporté par divers autres financeurs dont l'Europe et les chambres consulaires).

Dans le prolongement de cette enquête d'évaluation, un comité de pilotage a élaboré une grille d'évaluation de ces opérations qui devrait être déployée au cours du second semestre de l'année 2010.

**ELEMENTS
COMPLEMENTAIRES
D'INFORMATION SUR LES
OPERATIONS NATIONALES
ET TERRITORIALES**

PART DES COFINANCEURS
Décisions du 01/01/2009 au 31/12/2009

Coût total prévu pour cette période	332 749 744
Nombre de décisions	868

CO-FINANCEUR	SUBVENTIONS	POURCENTAGE
Fisac	71 218 933	20,23%
Etat	5 908 752	1,67%
Europe	3 783 109	1,07%
Entreprises	76 727 387	21,79%
Chambres consulaires	3 036 201	0,86%
Autres	15 151 493	4,30%
 Collectivités territoriales		
Commune	102 974 845	29,24%
Département	19 364 197	5,50%
Région	20 685 929	5,87%
EPCI	12 074 651	3,43%
	330 925 497	99,45 %

Les pages suivantes détaillent les budgets prévisionnels des opérations territoriales en fonction de leur type.

**PART DES CO-FINANCEURS PAR TYPE D'OPERATIONS TERRITORIALES
ANNEE 2009**

Coût total prévu pour cette période 332 749 744
Nombre de décisions 868

TYPE D'OPERATION : OPERATIONS URBAINES Nombre de décisions 130
Coût prévu 139 542 823

CO-FINANCEUR	SUBVENTION	POURCENTAGE
Fisac	29 948 278	21,46%
Etat	975 864	0,70%
Europe	944 786	0,68%
Entreprises	12 734 408	9,13%
Chambres consulaires	1 713 267	1,23%
Autres	6 139 651	4,40%

Collectivités territoriales

Commune	67 744 467	48,55%
Département	7 260 506	5,20%
Région	7 206 308	5,16%
EPCI	4 844 873	3,30%
Totaux	139 512 408	99,98%

TYPE D'OPERATION : ETUDES Nombre de décisions 91
Coût prévu 2 464 786

CO-FINANCEUR	SUBVENTION	POURCENTAGE
Fisac	1 177 395	47,77%
Etat	14 540	0,59%
Europe	27 375	1,11%
Entreprises	14 600	0,59%
Chambres consulaires	78 702	3,19%
Autres	47 152	1,91%

Collectivités territoriales

Commune	533 298	21,64%
Département	122 096	4,95%
Région	178 243	7,23%
EPCI	252 778	10,26%
Totaux	2 446 179	99,25%

**TYPE D'OPERATION : OPERATIONS RURALES
INDIVIDUELLES SEDENTAIRES** Nombre de décisions 510
Coût prévu 72 690 304

CO-FINANCEUR	SUBVENTION	POURCENTAGE
Fisac	18 531 492	25,49%
Etat	3 018 489	4,15%
Europe	2 104 131	2,89%
Entreprises	9 520 159	13,10%
Chambres consulaires	293 579	0,40%
Autres	5 498 623	7,56%

Collectivités territoriales

Commune	20 274 537	27,89%
Département	5 643 591	7,76%
Région	5 043 619	6,94%
EPCI	1 046 846	1,44%
Totaux	70 975 067	97,64%

TYPE D'OPERATION : **OPERATIONS RURALES** **Nombre de décisions** **6**
 INDIVIDUELLES NON SEDENTAIRES **Coût prévu** **379 073**

CO-FINANCEUR	SUBVENTION	POURCENTAGE
---------------------	-------------------	--------------------

Fisac	113 148	29,85%
Etat	10 680	2,82%
Entreprises	190 834	50,34%
Autres	35 183	9,28%

Collectivités territoriales

Département	10 000	2,64%
Région	19 227	5,07%
Totaux	379 073	100,00%

TYPE D'OPERATION : **OPERATIONS D'AMENAGEMENT** **Nombre de décisions** **43**
 DANS LES COMMUNES RURALES **Coût prévu** **16 788 928**

CO-FINANCEUR	SUBVENTION	POURCENTAGE
---------------------	-------------------	--------------------

Fisac	3 192 371	19,01%
Etat	1 155 860	6,88%
Europe	44 000	0,26%
Entreprises	10 405	0,06%
Chambres consulaires	2 485	0,01%
Autres	1 307 253	7,79%

Collectivités territoriales

Commune	7 421 272	44,20%
Département	2 668 506	15,89%
Région	769 382	4,58%
EPCI	217 192	1,29%
Totaux	16 788 727	100,00%

TYPE D'OPERATION : **OPERATIONS COLLECTIVES** **Nombre de décisions** **75**
 DE MODERNISATION **Coût prévu** **89 116 858**

CO-FINANCEUR	SUBVENTION	POURCENTAGE
---------------------	-------------------	--------------------

Fisac	14 455 486	16,22%
Etat	79 521	0,09%
Europe	537 399	0,60%
Entreprises	51 841 019	58,17%
Chambres consulaires	812 649	0,91%
Autres	1 462 146	1,64%

Collectivités territoriales

Commune	4 483 558	5,03%
Département	3 322 254	3,73%
Région	6 873 971	7,71%
EPCI	5 189 068	5,82%
Totaux	89 057 071	99,93%

L'EVALUATION DES AIDES ACCORDEES PAR LE FISAC

1 - Les aides aux entreprises (opérations individuelles)

Pour répondre à la demande du Parlement dans le cadre de la LOLF, la DGCIS a réalisé en 2005, 2006, 2007, 2008 et 2009 5 études pour comparer le taux de survie des entreprises aidées directement ou indirectement, trois ans et cinq ans après l'octroi de l'aide, au taux de survie des entreprises comparables.

Les délégués régionaux au commerce et à l'artisanat ont été invités à recueillir, auprès d'exploitants aidés de 1999 à 2005 des informations portant, notamment, sur le chiffre d'affaires de l'entreprise, sur le nombre de personnes employées, sur le revenu brut de l'exploitant, sur les effets de la subvention FISAC et sur les éventuelles difficultés financières rencontrées par l'entreprise. Les enquêtes, qui portent annuellement sur une quinzaine d'entreprises aidées par région pour chacune des années considérées, font apparaître les résultats globaux suivants :

- les opérations de création, de reprise et de modernisation des entreprises se répartissent comme suit : création : 32,4 % ; reprise : 23,7 % ; modernisation : 43,9 % ;
- les taux de survie des entreprises aidées par le FISAC atteignent globalement 93,1 % à 3 ans et 89,7 % à 5 ans ; par comparaison, l'enquête que l'INSEE a réalisée sur les entreprises commerciales et artisanales créées ou reprises en 2002 et implantées dans des communes de moins de 2 000 habitants fait apparaître que les entreprises ayant bénéficié d'une aide publique au moment de leur création ont de meilleures chances de survie : les taux de survie atteignent 78,5 % à 3 ans et 65,3 % à 5 ans lorsque l'entreprise a bénéficié d'une aide publique alors qu'ils ne dépassent pas 72,7 % et 59,5 % dans le cas contraire ;
- le nombre d'emplois créés (hors chef d'entreprise) par les entreprises faisant partie de l'échantillon s'élève à 144, étant souligné que l'objectif principal des aides du FISAC est la création ou le maintien d'une activité commerciale de proximité et non la création d'emplois.

2 - Les aides accordées dans le cadre d'opérations collectives

Dans le prolongement de ces enquêtes, un cahier des charges pour une évaluation de toutes les catégories d'opérations territoriales collectives (opérations urbaines, opérations collectives de modernisation en milieu rural) que finance le FISAC a été rédigé en 2007.

Au travers de cette étude, la DGCIS souhaitait disposer d'éléments d'information sur les résultats des actions financées par le FISAC afin d'apprécier l'efficacité de leur mise en œuvre et leur impact sur le fonctionnement commercial local.

Dans ce cadre le rapport d'évaluation devait prendre en compte les priorités suivantes :

- rechercher si les actions retenues dans les programmes aidés étaient bien définies et correctement dimensionnées par rapport aux objectifs poursuivis ;
- évaluer l'efficacité des actions engagées et leurs effets sur l'activité commerciale locale ;
- cette évaluation doit déboucher sur l'élaboration d'un projet de grille d'évaluation que les porteurs de projet devront à l'avenir renseigner au fur et à mesure de l'évolution de l'opération qu'ils conduisent.

La démarche d'évaluation retenue a été construite sur la base de l'analyse de 15 opérations collectives sélectionnées en tenant compte à la fois :

- d'une répartition géographique représentative du territoire national ;
- et d'une ventilation par tranche de population (commune de moins de 10 000 habitants, entre 10 000 et 30 000 habitants et plus de 30 000 habitants) pour les opérations urbaines retenues.

La typologie des opérations ayant fait l'objet d'une évaluation est la suivante : 2 opérations collectives de modernisation en milieu rural ; 13 opérations urbaines dont 2 qui concernaient des halles et marchés et 1 qui concernait une zone urbaine sensible.

Dans le cadre d'un appel d'offres restreint, la commission d'appel d'offres du 3 juillet 2007 a retenu la candidature de 5 sociétés qui devaient déposer leur offre fin août 2007. Le candidat chargé d'effectuer cette évaluation a été sélectionné en septembre 2007.

Un Comité de pilotage a été constitué avec deux maires, des représentants de l'Assemblée des chambres françaises de commerce et d'industrie (ACFCI), de l'Assemblée permanente des chambres de métiers (APCM), et de la Délégation interministérielle à l'aménagement et à la compétitivité des territoires (DIACT) et 3 délégués régionaux au commerce et à l'artisanat (DRCA). Il s'est réuni à cinq reprises.

La société retenue a remis un premier rapport d'étape en février 2008 et a rendu son rapport définitif à la fin du mois de juin de la même année.

Ce rapport met en évidence les points suivants :

- la capacité d'adaptation du FISAC à chaque situation locale est soulignée ;
- la contribution du FISAC apparaît comme un élément fédérateur d'un partenariat entre les acteurs locaux et territoriaux pour l'élaboration d'un projet de territoire sur la thématique « commerce et artisanat » : l'intervention du FISAC oblige de facto les professionnels locaux à se concerter et à organiser des actions collectives. Cela étant, ces derniers ont besoin de temps pour se mobiliser et sont souvent plus efficaces en fin d'opération ;
- l'effet d'entraînement du FISAC est déterminant lorsqu'il intervient sur des pôles intermédiaires et de proximité ;
- les opérations FISAC créent une véritable dynamique par l'anticipation ou l'amplification des investissements mis en oeuvre ;
- les opérations FISAC contribuent à structurer l'organisation commerciale, soit par des aménagements urbains, soit par une pérennisation de la dynamique collective.

En conclusion, le FISAC peut être regardé non pas comme un « outil miracle » dont le succès serait garanti mais comme un outil d'accompagnement et d'impulsion :

- dans un contexte d'évolution des comportements d'achats et de l'environnement concurrentiel, l'intervention du FISAC permet d'initier des démarches réfléchies de dynamisation du commerce et de l'artisanat, s'inscrivant dans le temps et contribuant à la mise en oeuvre d'une stratégie territoriale,
- cela étant, la mise en oeuvre de projets de territoire dans le domaine du commerce et de l'artisanat grâce à l'intervention du FISAC ne suffit pas à elle seule pour inverser des tendances lourdes. Elle peut freiner un déclin ou faciliter une mutation mais elle a peu d'effets sur les « fondamentaux » qui, eux, dépendent d'une série de politiques publiques mises en oeuvre dans le cadre de l'aménagement du territoire : habitat, économie, tourisme, notamment.

ACTIONS DE DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE DES CHAMBRES DE METIERS ET DE L'ARTISANAT

L'Etat apporte un cofinancement aux actions de développement économique menées en faveur des entreprises artisanales par le réseau consulaire des métiers (chambres régionales, départementales et locales de métiers et de l'artisanat) ainsi que par l'assemblée permanente des chambres de métiers (APCM). Ce dispositif est organisé par la circulaire du 23 décembre 2002 modifiée par la circulaire du 20 avril 2005.

Les actions éligibles sont constituées de prestations collectives ou individuelles fournies aux entreprises artisanales dans cinq domaines d'action (porté à six pour les CMA ayant opté pour le dispositif régionalisé) ; elles contribuent à l'essor de l'artisanat, au maintien du tissu économique et des entreprises sur les territoires, au développement durable et local ainsi qu'à la promotion de l'emploi.

En 2009, la dotation totale imputée sur les crédits du FISAC et attribuée au réseau consulaire des métiers a été fixée à 12,7 M€.

En euros	2009
CRMA et CMA	12 520 000
APCM	180 000
TOTAL réseau consulaire	12 700 000

L'année 2009 a en outre permis d'étendre à six régions supplémentaires (Alsace, Aquitaine, Franche-Comté, Midi-Pyrénées, Nord-Pas-de-Calais, Poitou-Charentes) la régionalisation du dispositif conduite en 2007 et 2008 avec succès dans six régions expérimentales (Auvergne, Languedoc-Roussillon, Limousin, Basse-Normandie, Pays de la Loire et Rhône Alpes) et qui avait pour but la mise en place d'une convention unique de développement économique conclue entre l'Etat et la chambre régionale de métiers et de l'artisanat pour le financement de ces actions.

Cette convention précisant les termes d'un contrat d'objectifs régionaux déclinés au niveau de chaque département a permis aux chambres de métiers et de l'artisanat de ces régions d'organiser leurs services de développement économique respectifs de façon concertée et mutualisée c'est-à-dire plus efficace pour conduire ces actions. Au-delà de l'optimisation des ressources, ce dispositif a également pour objectif de contribuer à la démarche de « bonne gouvernance » et de « transparence » demandée aux réseaux consulaires des métiers et, plus généralement, de susciter l'émergence d'un véritable esprit de réseau au bénéfice des entreprises.

L'EPARECA (ETABLISSEMENT PUBLIC NATIONAL D'AMENAGEMENT ET DE RESTRUCTURATION DES ESPACES COMMERCIAUX ET ARTISANAUX)

1 - Instrument de la politique de la ville, l'Etablissement public national d'aménagement et de restructuration des espaces commerciaux et artisanaux (EPARECA) constitue une forme originale et exceptionnelle d'intervention économique de l'Etat au profit des centres commerciaux dégradés, dans le cadre de la politique nationale de revitalisation des quartiers en difficulté.

L'EPARECA a été créé par la loi du 14 novembre 1996 relative à la mise en œuvre du Pacte de relance pour la ville. Parmi ses différentes tutelles, le ministère en charge du commerce et de l'artisanat assure le rôle d'interlocuteur privilégié, d'autant qu'il en assume seul, depuis 2005, le financement par le biais du FISAC.

2 – Signature du Contrat d'objectifs et de moyens en 2009

L'EPARECA s'est doté d'un second Contrat d'Objectifs et de Moyens, portant sur la période 2009-2011, et qui a été signé en décembre 2009 par quatre ministres : MM Darcos, Novelli, Borloo et Mme Amara. Il prévoit la mise en production de trente opérations, soit 9 en 2009, 10 en 2010 et 11 en 2011, pour une dotation financière annuelle de 10,5 millions d'euros sur les 3 années. Les effectifs restent constants (40 ETP).

Ce contrat, qui rappelle l'objet, l'intérêt à agir et les critères d'intervention de l'Etablissement, explicite son modèle économique, fixe des objectifs de développement durable ainsi qu'en matière de réduction du délai de réalisation des opérations et d'évaluation des centres réhabilités. Enfin, il fixe divers indicateurs (diversité commerciale, taux de vacance et de rotation, emplois créés et maintenus, délais de réalisation, taux de transformation....) qui feront l'objet d'un suivi.

3 - Chiffres clés

Depuis l'année 1999, date de son fonctionnement effectif, l'EPARECA a été saisi par 227 villes de 317 demandes d'interventions.

Les demandes qui ont fait l'objet de réalisations opérationnelles sont réparties de la manière suivante :

9 opérations sont achevées et revendues

17 centres sont en exploitation totale ou partielle

29 centres sont en phase de production

27 dossiers sont en phase de montage de projet

11 dossiers sont au point mort

9 dossiers sont en attente ou en cours de traitement

215 demandes ne feront pas l'objet d'un investissement pour des raisons diverses : choix d'une autre solution après expertise, sorties privées ou demandes abandonnées ou inéligibles.

CIRCONSTANCES EXCEPTIONNELLES

TEMPETE KLAUS

Un dispositif exceptionnel financé par le FISAC a été mis en œuvre pour venir en aide aux entreprises sinistrées à la suite de la tempête Klaus de janvier 2009 dans les départements de la Gironde, des Landes, du Lot et Garonne, des Pyrénées Atlantiques, du Gers, de l'Aude et des Pyrénées Orientales.

Ont été admises au bénéfice de ce dispositif les entreprises commerciales, artisanales et de services sinistrées dont le dernier chiffre d'affaires annuel est inférieur à 1 million d'euros hors taxes.

Les dotations ouvertes à cet effet représentent une somme de 4,78 M€

Plus de 400 entreprises ont d'ores et déjà été indemnisées pour les préjudices matériels subis et les pertes d'exploitation enregistrées.

GEL 2008

Toujours, dans le cadre du FISAC, a été mise en place une mesure de prêts à taux 0 au profit des entreprises expéditrices et exportatrices de fruits fragilisés suite au gel survenu en mars et en avril 2008. Ces prêts, qui sont remboursables à une échéance de 3 ans, concernent les entreprises non conventionnées ou conventionnées pour moins de 50% de leur activité avec leur organisation économique.

Ces entreprises ont eu la faculté d'opter soit pour l'octroi d'un prêt à taux 0, soit pour l'octroi d'une aide exceptionnelle non remboursable plafonnée à 10 000 €

4 entreprises ont opté pour l'octroi d'une aide exceptionnelle.

Les autres entreprises, au nombre de 13, ont choisi le prêt à taux 0.

Le montant global de ces aides et prêts s'élève à 1,6 M€

TABLEAUX RELATIFS AUX OPERATIONS DE SOUTIEN AUX COMMERCE DE BIENS CULTURELS

Année 2009

LIBRAIRIES			
Type d'opération	Nombre d'opérations	Montant des subventions attribuées	Montant moyen des subventions
Création	3	30 762,00	10 254,00
Modernisation	8	157 109,00	19 638,63
TOTAL	11	187 871,00	17 079,18

DISQUAIRES			
Type d'opération	Nombre d'opérations	Montant des subventions attribuées	Montant moyen des subventions
Création	2	13 394,00	6 697,00
Restructuration	0	0,00	0,00
TOTAL	2	13 394,00	6 697,00

Nombre total d'opérations financées en 2009: 13
 Montant des subventions attribuées: 201 265,00 €
 Montant moyen de subvention: 15 482,00 €

METHODOLOGIE

Les données présentées dans ce rapport correspondent à l'état des opérations aidées par le FISAC en 2009. Les données utilisées sont celles disponibles à la date du 1^{er} mars 2010.

Les opérations urbaines et rurales de l'année 2009 sont comptabilisées au titre de cette période dès lors qu'elles ont été soumises à la signature du ministre.

Les différents types d'opération ont été regroupées pour obtenir une classification simple :

- opérations rurales pour les communes de moins de 3 000 habitants ;
- opérations urbaines au-delà de ce seuil, pour les projets associant les collectivités locales, les associations de commerçants et les chambres consulaires dans le cadre d'opérations intégrant tous les aspects d'une politique urbaine (transport, habitat, infrastructure, stationnement, accessibilité au centre-ville,...) ;
- actions de développement économique des Chambres de Métiers et de l'Artisanat ;
- actions en faveur de la diffusion de biens culturels ;
- « divers » concernant les actions pour lesquelles le FISAC est sollicité au titre des catastrophes naturelles ou accidentelles, pour des opérations sectorielles ou encore pour la réalisation d'études préalables aux opérations collectives.

Le cumul des opérations depuis l'origine du FISAC présente les opérations pour leur montant définitif (opérations soldées) et pour leur montant engagé (opérations en cours).

Trois présentations par région et par département sont effectuées pour l'année 2009 et pour l'ensemble de la période 1992-2009 :

- classement alphabétique ;
- classement en fonction du montant des subventions accordées ;
- classement en fonction du montant de subvention rapporté à la population de la collectivité.

FISAC
Année 2009

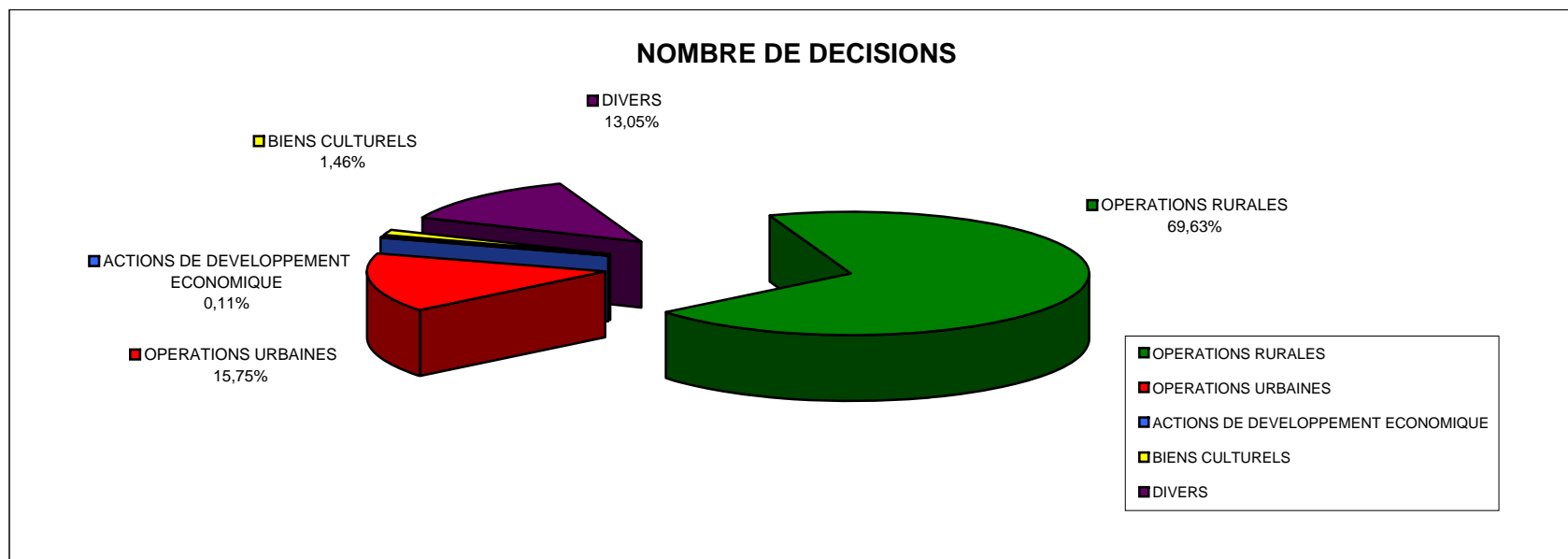
**REPARTITION DES SUBVENTIONS FISAC PAR TYPE D'OPERATIONS
POUR L'ANNEE 2009
(en euros)**

TYPE OPERATION	DECISIONS	FONCT	INVEST	TOTAL
OPERATIONS RURALES	619	3 751 774	28 431 470	32 183 244
OPERATIONS URBAINES	140	6 477 740	18 052 094	24 529 834
ACTIONS DE DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE	1	12 700 000	0	12 700 000
BIENS CULTURELS	13	7 103	194 162	201 265
DIVERS *	116	17 908 408	0	17 908 408
TOTAL	889	40 845 025	46 677 726	87 522 751

(*) Opérations nationales diverses dont :
- dotation de l' EPARECA
- gel et tempête klaus
- études préalables

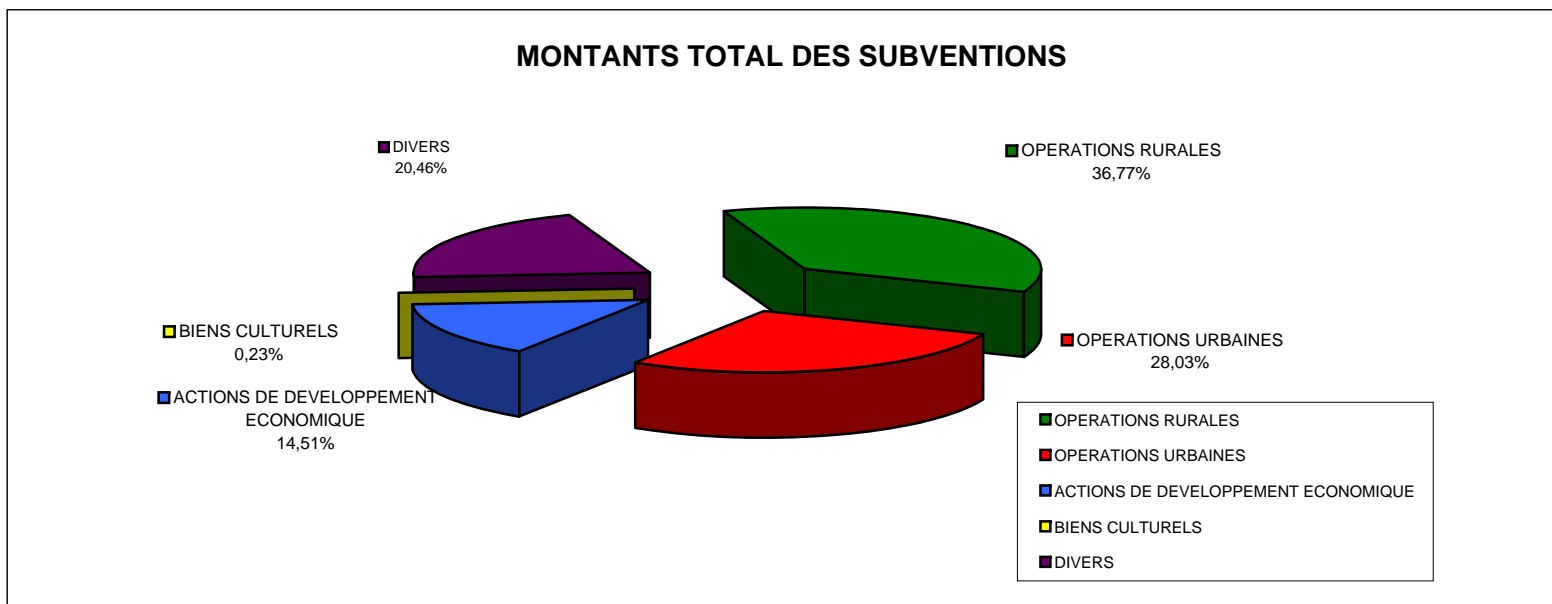
**REPARTITION DES SUBVENTIONS FISAC PAR CATEGORIE D'OPERATION
POUR L'ANNEE 2009
(nombre de décisions)**

TYPE OPERATION	NOMBRE DE DECISIONS
OPERATIONS RURALES	619
OPERATIONS URBAINES	140
ACTIONS DE DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE	1
BIENS CULTURELS	13
DIVERS	116
TOTAL	889



**REPARTITION DES SUBVENTIONS FISAC PAR CATEGORIE D'OPERATION
POUR L'ANNEE 2009
(en euros)**

TYPE OPERATION	MONTANT TOTAL DES SUBVENTIONS
OPERATIONS RURALES	32 183 244
OPERATIONS URBAINES	24 529 834
ACTIONS DE DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE	12 700 000
BIENS CULTURELS	201 265
DIVERS	17 908 408
TOTAL	87 522 751



**REPARTITION DES SUBVENTIONS FISAC EN EUROS
PAR TYPE D'OPERATION DETAILLE
en 2009**

TYPE D'OPERATION	SUBVENTION	FONCTION.	INVESTIS.	NOMBRE
Opérations rurales				
OPERATIONS RURALES INDIVIDUELLES	17 060 505	0	17 060 505	501
OPERATIONS COLLECTIVES DE MODERNISATION EN MILIEU RURAL	12 916 639	3 730 010	9 186 629	75
OPERATIONS D'AMENAGEMENT DANS LES COMMUNES RURALES	2 206 100	21 764	2 184 336	43
	0			
Opérations urbaines				
	0			
OPERATIONS URBAINES	21 534 521	5 954 928	15 579 593	127
OPERATIONS URBAINES EN ZUS OU ZFU	2 995 313	522 812	2 472 501	13
	0			
Actions de développement économique des chambres de métiers				
	0			
ACTIONS DE DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE	12 700 000	12 700 000	0	1
	0			
Divers				
	0			
ACTIONS COLLECTIVES SPECIFIQUES NATIONALES	16 860 648	16 860 648	0	25
BIENS CULTURELS	201 265	7 103	194 162	13
ETUDES	1 047 760	1 047 760	0	91
TOTAL	87 522 751	40 845 025	46 677 726	889

Présentation
par
région

REPARTITION DES SUBVENTIONS FISAC EN EUROS PAR REGION
TOUS TYPES D'OPERATION*
en 2009
(classement alphabétique)

REGION	SUBVENTION	FONCTION.	INVESTIS.	NOMBRE	POPULATION	SUBV/HAB
ALSACE	856 043	307 320	548 723	22	1 734 145	0,49
AQUITAINE	8 359 031	4 716 411	3 642 620	63	2 908 359	2,87
AUVERGNE	1 547 838	84 389	1 463 449	22	1 308 878	1,18
BASSE-NORMANDIE	1 738 343	103 986	1 634 357	58	1 422 193	1,22
BOURGOGNE	1 236 458	220 680	1 015 778	36	1 610 067	0,77
BRETAGNE	3 607 165	826 126	2 781 039	55	2 906 197	1,24
CENTRE	5 089 412	946 969	4 142 443	48	2 440 329	2,09
CHAMPAGNE-ARDENNE	3 350 535	719 773	2 630 762	29	1 342 363	2,50
CORSE	252 109	106 400	145 709	3	260 196	0,97
FRANCHE-COMTE	1 307 973	251 440	1 056 533	20	1 117 059	1,17
GUADELOUPE	0	0	0	0	422 496	0,00
GUYANE	0	0	0	0	157 300	0,00
HAUTE-NORMANDIE	1 775 751	219 622	1 556 129	36	1 780 192	1,00
ILE-DE-FRANCE	3 016 134	538 396	2 477 738	39	10 952 011	0,28
LANGUEDOC-ROUSSILLON	1 768 528	367 708	1 400 820	34	2 295 648	0,77
LIMOUSIN	3 127 166	513 679	2 613 487	38	710 939	4,40
LORRAINE	3 355 990	787 871	2 568 119	25	2 310 376	1,45
MARTINIQUE	92 750	92 750	0	2	381 427	0,24
MIDI-PYRENEES	2 619 147	1 258 098	1 361 049	49	2 551 687	1,03
NORD-PAS-DE-CALAIS	2 072 033	461 744	1 610 289	57	3 996 588	0,52
PAYS-DE-LA-LOIRE	1 808 157	82 148	1 726 009	37	3 222 061	0,56
PICARDIE	417 024	162 698	254 326	14	1 857 481	0,22
POITOU-CHARENTES	2 375 357	59 865	2 315 492	46	1 640 068	1,45
PROVENCE-ALPES-COTE- D'AZUR	2 375 901	830 796	1 545 105	15	4 506 151	0,53
REUNION	8 750	8 750	0	1	705 100	0,01
RHONE-ALPES	12 453 849	4 266 099	8 187 750	129	5 645 407	2,21
TOTAL	64 611 444	17 933 718	46 677 726	878		

(*) Hors Epareca et Actions de développement économique

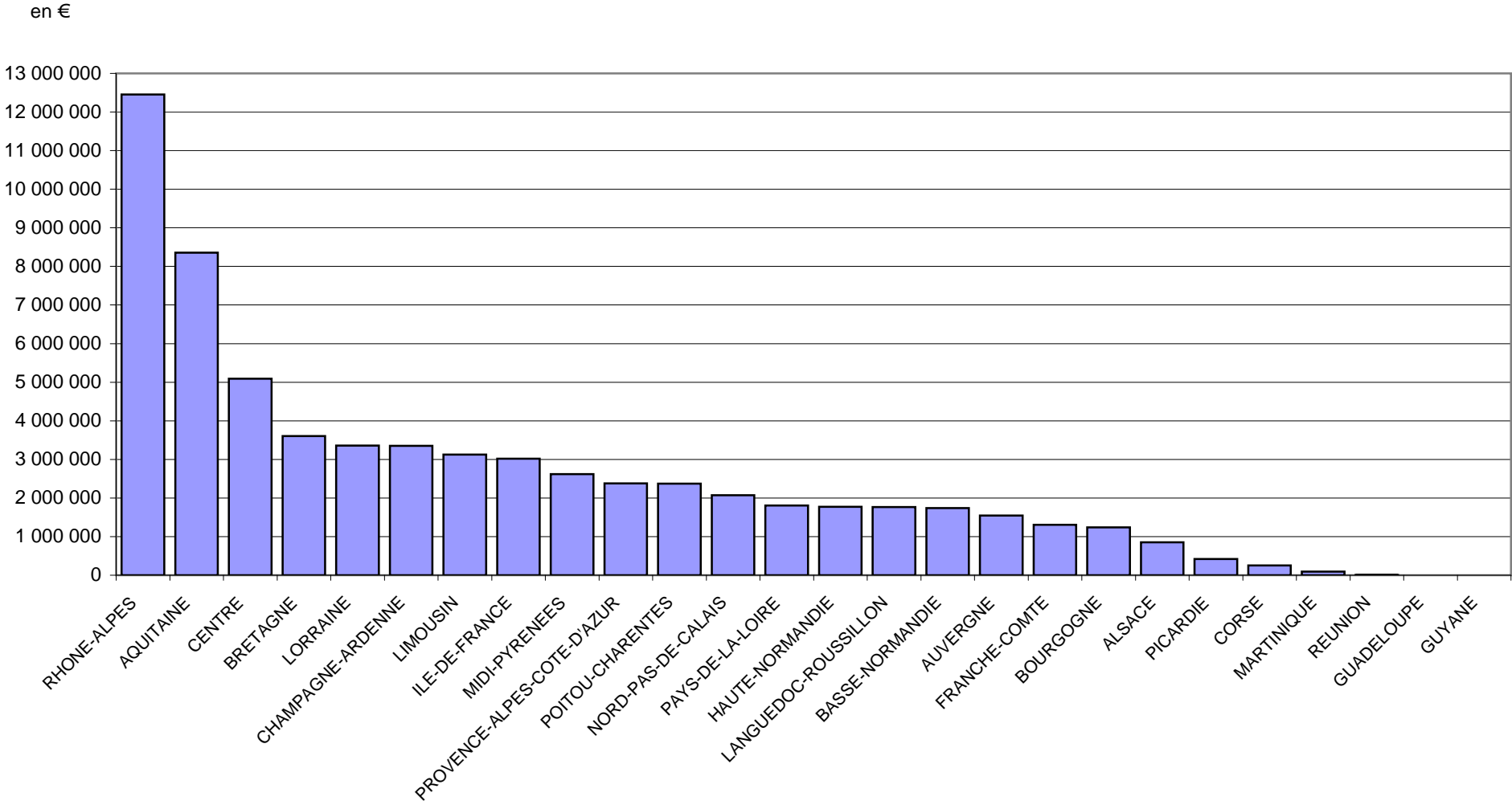
REPARTITION DES SUBVENTIONS FISAC EN EUROS PAR REGION
TOUS TYPES D'OPERATION*
en 2009

(classement par montant de subvention)

REGION	SUBVENTION	FONCTION.	INVESTIS.	NOMBRE	POPULATION	SUBV/HAB
RHONE-ALPES	12 453 849	4 266 099	8 187 750	129	5 645 407	2,21
AQUITAINE	8 359 031	4 716 411	3 642 620	63	2 908 359	2,87
CENTRE	5 089 412	946 969	4 142 443	48	2 440 329	2,09
BRETAGNE	3 607 165	826 126	2 781 039	55	2 906 197	1,24
LORRAINE	3 355 990	787 871	2 568 119	25	2 310 376	1,45
CHAMPAGNE-ARDENNE	3 350 535	719 773	2 630 762	29	1 342 363	2,50
LIMOUSIN	3 127 166	513 679	2 613 487	38	710 939	4,40
ILE-DE-FRANCE	3 016 134	538 396	2 477 738	39	10 952 011	0,28
MIDI-PYRENEES	2 619 147	1 258 098	1 361 049	49	2 551 687	1,03
PROVENCE-ALPES-COTE- D'AZUR	2 375 901	830 796	1 545 105	15	4 506 151	0,53
POITOU-CHARENTES	2 375 357	59 865	2 315 492	46	1 640 068	1,45
NORD-PAS-DE-CALAIS	2 072 033	461 744	1 610 289	57	3 996 588	0,52
PAYS-DE-LA-LOIRE	1 808 157	82 148	1 726 009	37	3 222 061	0,56
HAUTE-NORMANDIE	1 775 751	219 622	1 556 129	36	1 780 192	1,00
LANGUEDOC-ROUSSILLON	1 768 528	367 708	1 400 820	34	2 295 648	0,77
BASSE-NORMANDIE	1 738 343	103 986	1 634 357	58	1 422 193	1,22
AUVERGNE	1 547 838	84 389	1 463 449	22	1 308 878	1,18
FRANCHE-COMTE	1 307 973	251 440	1 056 533	20	1 117 059	1,17
BOURGOGNE	1 236 458	220 680	1 015 778	36	1 610 067	0,77
ALSACE	856 043	307 320	548 723	22	1 734 145	0,49
PICARDIE	417 024	162 698	254 326	14	1 857 481	0,22
CORSE	252 109	106 400	145 709	3	260 196	0,97
MARTINIQUE	92 750	92 750	0	2	381 427	0,24
REUNION	8 750	8 750	0	1	705 100	0,01
GUADELOUPE	0	0	0	0	422 496	0,00
GUYANE	0	0	0	0	157 300	0,00
TOTAL	64 611 444	17 933 718	46 677 726	878		

(*) Hors Epareca et Actions de développement économique

**Montant cumulé des subventions FISAC
par région en 2009
(en euros)**



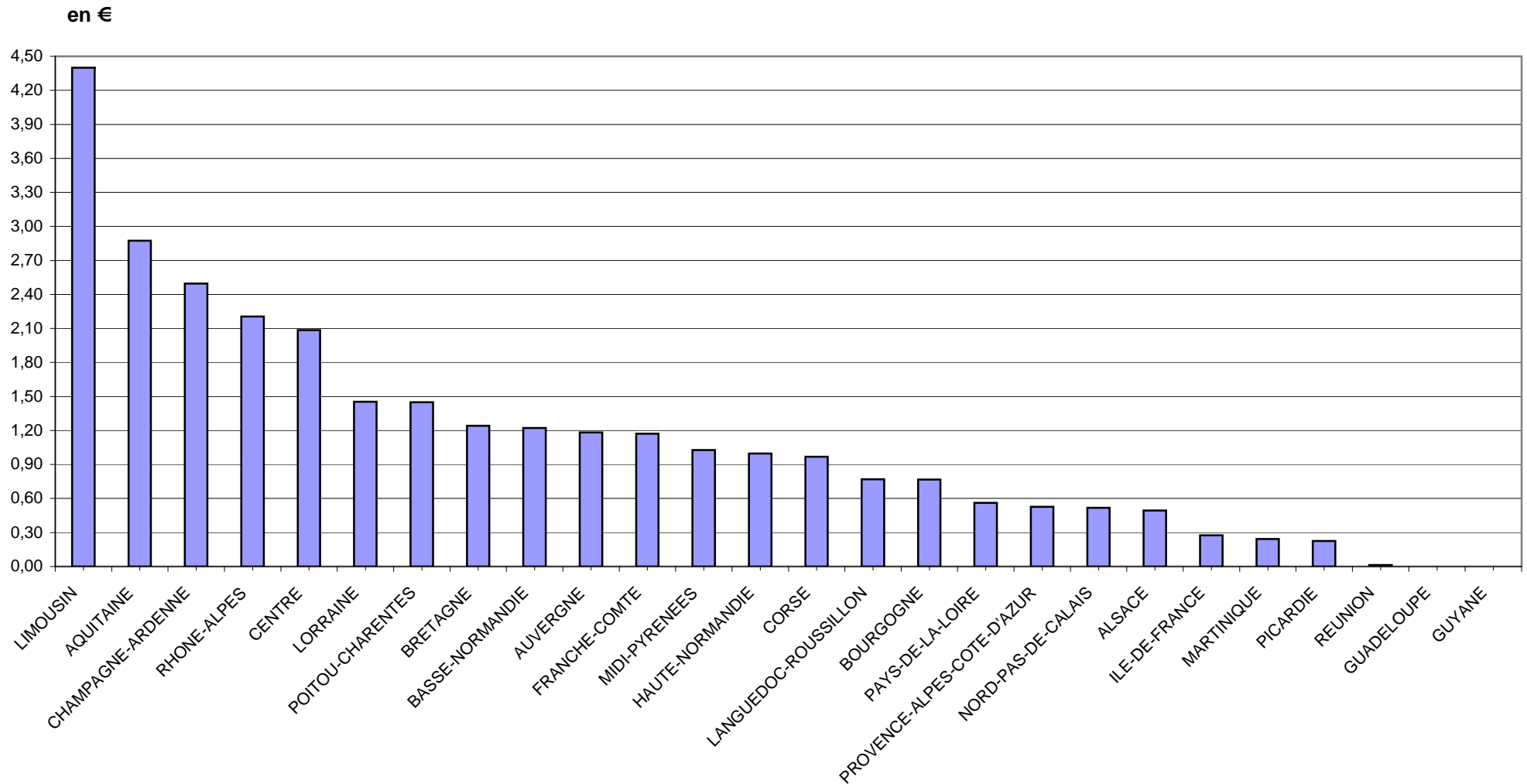
REPARTITION DES SUBVENTIONS FISAC EN EUROS PAR REGION
TOUS TYPES D'OPERATION*
en 2009

(classement en fonction du montant de subvention par habitant)

REGION	SUBVENTION	FONCTION.	INVESTIS.	NOMBRE	POPULATION	SUBV/HAB
LIMOUSIN	3 127 166	513 679	2 613 487	38	710 939	4,40
AQUITAINE	8 359 031	4 716 411	3 642 620	63	2 908 359	2,87
CHAMPAGNE-ARDENNE	3 350 535	719 773	2 630 762	29	1 342 363	2,50
RHONE-ALPES	12 453 849	4 266 099	8 187 750	129	5 645 407	2,21
CENTRE	5 089 412	946 969	4 142 443	48	2 440 329	2,09
LORRAINE	3 355 990	787 871	2 568 119	25	2 310 376	1,45
POITOU-CHARENTES	2 375 357	59 865	2 315 492	46	1 640 068	1,45
BRETAGNE	3 607 165	826 126	2 781 039	55	2 906 197	1,24
BASSE-NORMANDIE	1 738 343	103 986	1 634 357	58	1 422 193	1,22
AUVERGNE	1 547 838	84 389	1 463 449	22	1 308 878	1,18
FRANCHE-COMTE	1 307 973	251 440	1 056 533	20	1 117 059	1,17
MIDI-PYRENEES	2 619 147	1 258 098	1 361 049	49	2 551 687	1,03
HAUTE-NORMANDIE	1 775 751	219 622	1 556 129	36	1 780 192	1,00
CORSE	252 109	106 400	145 709	3	260 196	0,97
LANGUEDOC-ROUSSILLON	1 768 528	367 708	1 400 820	34	2 295 648	0,77
BOURGOGNE	1 236 458	220 680	1 015 778	36	1 610 067	0,77
PAYS-DE-LA-LOIRE	1 808 157	82 148	1 726 009	37	3 222 061	0,56
PROVENCE-ALPES-COTE-D'AZUR	2 375 901	830 796	1 545 105	15	4 506 151	0,53
NORD-PAS-DE-CALAIS	2 072 033	461 744	1 610 289	57	3 996 588	0,52
ALSACE	856 043	307 320	548 723	22	1 734 145	0,49
ILE-DE-FRANCE	3 016 134	538 396	2 477 738	39	10 952 011	0,28
MARTINIQUE	92 750	92 750	0	2	381 427	0,24
PICARDIE	417 024	162 698	254 326	14	1 857 481	0,22
REUNION	8 750	8 750	0	1	705 100	0,01
GUADELOUPE	0	0	0	0	422 496	0,00
GUYANE	0	0	0	0	157 300	0,00
TOTAL	64 611 444	17 933 718	46 677 726	878		

(*) Hors Epareca et Actions de développement économique

**Subventions FISAC
par région en 2009
(montant par habitant)**



**Présentation
par
département**

REPARTITION DES SUBVENTIONS FISAC EN EUROS PAR DEPARTEMENT
TOUS TYPES D'OPERATION*
en 2009
(classement alphabétique)

DEPARTEMENT	Code	SUBVENTION	FONCTION.	INVESTIS.	NOMBRE	POPULATION	SUBV/HAB
AIN	01	666 543	98 996	567 547	24	515 270	1,29
AISNE	02	60 004	9 150	50 854	3	535 842	0,11
ALLIER	03	657 639	21 050	636 589	8	344 721	1,91
ALPES-DE-HAUTE-PROVENCE	04	82 168	0	82 168	1	139 561	0,59
HAUTES-ALPES	05	20 500	0	20 500	2	121 419	0,17
ALPES-MARITIMES	06	154 575	74 575	80 000	2	1 011 326	0,15
ARDECHE	07	1 474 131	376 838	1 097 293	27	286 023	5,15
ARDENNES	08	1 156 184	228 886	927 298	6	290 130	3,99
ARIEGE	09	263 742	61 125	202 617	3	137 205	1,92
AUBE	10	59 434	0	59 434	2	292 131	0,20
AUDE	11	395 227	100 000	295 227	8	309 770	1,28
AVEYRON	12	552 194	115 498	436 696	12	263 808	2,09
BOUCHES-DU-RHONE	13	583 291	138 475	444 816	3	1 835 719	0,32
CALVADOS	14	829 317	101 786	727 531	23	648 385	1,28
CANTAL	15	106 249	0	106 249	3	150 778	0,70
CHARENTE	16	240 537	0	240 537	7	339 628	0,71
CHARENTE-MARITIME	17	1 177 603	8 280	1 169 323	14	557 024	2,11
CHER	18	329 808	7 150	322 658	7	314 428	1,05
CORREZE	19	885 277	193 617	691 660	11	232 576	3,81
CORSE-DU-SUD	2A	0	0	0	0	118 593	0,00
HAUTE-CORSE	2B	252 109	106 400	145 709	3	141 603	1,78
COTE-D'OR	21	122 139	24 550	97 589	6	506 755	0,24
COTES-D'ARMOR	22	537 660	107 778	429 882	5	542 373	0,99
CREUSE	23	673 612	110 601	563 011	12	124 470	5,41
DORDOGNE	24	1 032 581	233 388	799 193	13	388 293	2,66
DOUBS	25	677 459	163 006	514 453	5	499 062	1,36
DROME	26	2 349 285	1 400 842	948 443	9	437 778	5,37
EURE	27	960 424	128 228	832 196	16	541 054	1,78
EURE-ET-LOIR	28	371 062	40 667	330 395	3	407 665	0,91
FINISTERE	29	926 531	199 840	726 691	22	852 418	1,09

REPARTITION DES SUBVENTIONS FISAC EN EUROS PAR DEPARTEMENT
TOUS TYPES D'OPERATION*
en 2009
(classement alphabétique)

DEPARTEMENT	Code	SUBVENTION	FONCTION.	INVESTIS.	NOMBRE	POPULATION	SUBV/HAB
GARD	30	6 042	0	6 042	1	623 125	0,01
HAUTE-GARONNE	31	122 606	29 585	93 021	8	1 046 338	0,12
GERS	32	1 023 870	1 011 830	12 040	4	172 335	5,94
GIRONDE	33	2 761 667	1 732 655	1 029 012	16	1 287 334	2,15
HERAULT	34	708 961	167 708	541 253	9	896 441	0,79
ILLE-ET-VILAINE	35	1 521 691	440 831	1 080 860	17	867 533	1,75
INDRE	36	290 203	74 541	215 662	5	231 139	1,26
INDRE-ET-LOIRE	37	647 487	132 513	514 974	11	554 003	1,17
ISERE	38	1 625 333	473 940	1 151 393	18	1 094 006	1,49
JURA	39	320 695	0	320 695	10	250 857	1,28
LANDES	40	2 077 220	1 842 675	234 545	7	327 334	6,35
LOIR-ET-CHER	41	1 422 753	134 934	1 287 819	11	314 968	4,52
LOIRE	42	1 767 841	584 947	1 182 894	11	728 524	2,43
HAUTE-LOIRE	43	264 794	48 339	216 455	7	209 113	1,27
LOIRE-ATLANTIQUE	44	561 729	20 545	541 184	6	1 134 266	0,50
LOIRET	45	2 028 099	557 164	1 470 935	11	618 126	3,28
LOT	46	94 576	0	94 576	2	160 197	0,59
LOT-ET-GARONNE	47	791 763	450 000	341 763	8	305 380	2,59
LOZERE	48	403 109	0	403 109	7	73 509	5,48
MAINE-ET-LOIRE	49	287 049	19 035	268 014	8	732 942	0,39
MANCHE	50	409 570	2 200	407 370	9	481 471	0,85
MARNE	51	816 375	130 680	685 695	9	565 229	1,44
HAUTE-MARNE	52	1 318 542	360 207	958 335	12	194 873	6,77
MAYENNE	53	174 062	0	174 062	10	285 338	0,61
MEURTHE-ET-MOSELLE	54	1 411 016	367 432	1 043 584	12	713 779	1,98
MEUSE	55	125 902	54 100	71 802	3	192 198	0,66
MORBIHAN	56	621 283	77 677	543 606	11	643 873	0,96
MOSELLE	57	1 079 783	297 729	782 054	7	1 023 447	1,06
NIEVRE	58	477 507	99 502	378 005	10	225 198	2,12
NORD	59	662 256	191 384	470 872	19	2 555 020	0,26
OISE	60	303 425	133 548	169 877	8	766 441	0,40

REPARTITION DES SUBVENTIONS FISAC EN EUROS PAR DEPARTEMENT
TOUS TYPES D'OPERATION*
en 2009
(classement alphabétique)

DEPARTEMENT	Code	SUBVENTION	FONCTION.	INVESTIS.	NOMBRE	POPULATION	SUBV/HAB
ORNE	61	499 456	0	499 456	26	292 337	1,71
PAS-DE-CALAIS	62	1 409 777	270 360	1 139 417	38	1 441 568	0,98
PUY-DE-DOME	63	519 156	15 000	504 156	4	604 266	0,86
PYRENEES-ATLANTIQUES	64	1 695 800	457 693	1 238 107	19	600 018	2,83
HAUTES-PYRENEES	65	233 733	32 160	201 573	4	222 368	1,05
PYRENEES-ORIENTALES	66	255 189	100 000	155 189	9	392 803	0,65
BAS-RHIN	67	688 695	284 095	404 600	15	1 026 120	0,67
HAUT-RHIN	68	167 348	23 225	144 123	7	708 025	0,24
RHONE	69	1 493 292	542 068	951 224	13	1 578 869	0,95
HAUTE-SAONE	70	193 957	51 478	142 479	4	229 732	0,84
SAONE-ET-LOIRE	71	382 445	13 172	369 273	11	544 893	0,70
SARTHE	72	109 787	0	109 787	3	529 851	0,21
SAVOIE	73	1 335 242	407 110	928 132	6	373 258	3,58
HAUTE-SAVOIE	74	1 742 182	381 358	1 360 824	21	631 679	2,76
PARIS	75	0	0	0	0	2 125 246	0,00
SEINE-MARITIME	76	815 327	91 394	723 933	20	1 239 138	0,66
SEINE-ET-MARNE	77	641 248	156 115	485 133	13	1 193 767	0,54
YVELINES	78	587 422	76 900	510 522	5	1 354 304	0,43
DEUX-SEVRES	79	292 485	37 425	255 060	9	344 392	0,85
SOMME	80	53 595	20 000	33 595	3	555 551	0,10
TARN	81	320 526	0	320 526	15	343 402	0,93
TARN-ET-GARONNE	82	7 900	7 900	0	1	206 034	0,04
VAR	83	1 086 434	295 963	790 471	5	898 441	1,21
VAUCLUSE	84	448 933	321 783	127 150	2	499 685	0,90
VENDEE	85	675 530	42 568	632 962	10	539 664	1,25
VIENNE	86	664 732	14 160	650 572	16	399 024	1,67
HAUTE-VIENNE	87	1 568 277	209 461	1 358 816	15	353 893	4,43
VOSGES	88	739 289	68 610	670 679	3	380 952	1,94
YONNE	89	254 367	83 456	170 911	9	333 221	0,76
TERRITOIRE-DE-BELFORT	90	115 862	36 956	78 906	1	137 408	0,84
ESSONNE	91	114 070	0	114 070	2	1 134 238	0,10

REPARTITION DES SUBVENTIONS FISAC EN EUROS PAR DEPARTEMENT
TOUS TYPES D'OPERATION*
en 2009
(classement alphabétique)

DEPARTEMENT	Code	SUBVENTION	FONCTION.	INVESTIS.	NOMBRE	POPULATION	SUBV/HAB
HAUTS-DE-SEINE	92	887 132	131 832	755 300	5	1 428 881	0,62
SEINE-SAINT-DENIS	93	24 050	24 050	0	2	1 382 861	0,02
VAL-DE-MARNE	94	89 008	59 912	29 096	2	1 227 250	0,07
VAL-D'OISE	95	673 204	89 587	583 617	10	1 105 464	0,61
GUADELOUPE	971	0	0	0	0	422 496	0,00
MARTINIQUE	972	92 750	92 750	0	2	381 427	0,24
GUYANE	973	0	0	0	0	157 213	0,00
REUNION	974	8 750	8 750	0	1	706 300	0,01
TOTAL		64 611 444	17 933 718	46 677 726	878		

(*) Hors Epareca et Actions de développement économique

REPARTITION DES SUBVENTIONS FISAC EN EUROS PAR DEPARTEMENT
TOUS TYPES D'OPERATION*
en 2009

(classement par montant de subvention)

DEPARTEMENT	Code	SUBVENTION	FONCTION.	INVESTIS.	NOMBRE	POPULATION	SUBV/HAB
GIRONDE	33	2 761 667	1 732 655	1 029 012	16	1 287 334	2,15
DROME	26	2 349 285	1 400 842	948 443	9	437 778	5,37
LANDES	40	2 077 220	1 842 675	234 545	7	327 334	6,35
LOIRET	45	2 028 099	557 164	1 470 935	11	618 126	3,28
LOIRE	42	1 767 841	584 947	1 182 894	11	728 524	2,43
HAUTE-SAVOIE	74	1 742 182	381 358	1 360 824	21	631 679	2,76
PYRENEES-ATLANTIQUES	64	1 695 800	457 693	1 238 107	19	600 018	2,83
ISERE	38	1 625 333	473 940	1 151 393	18	1 094 006	1,49
HAUTE-VIENNE	87	1 568 277	209 461	1 358 816	15	353 893	4,43
ILLE-ET-VILAINE	35	1 521 691	440 831	1 080 860	17	867 533	1,75
RHONE	69	1 493 292	542 068	951 224	13	1 578 869	0,95
ARDECHE	07	1 474 131	376 838	1 097 293	27	286 023	5,15
LOIR-ET-CHER	41	1 422 753	134 934	1 287 819	11	314 968	4,52
MEURTHE-ET-MOSELLE	54	1 411 016	367 432	1 043 584	12	713 779	1,98
PAS-DE-CALAIS	62	1 409 777	270 360	1 139 417	38	1 441 568	0,98
SAVOIE	73	1 335 242	407 110	928 132	6	373 258	3,58
HAUTE-MARNE	52	1 318 542	360 207	958 335	12	194 873	6,77
CHARENTE-MARITIME	17	1 177 603	8 280	1 169 323	14	557 024	2,11
ARDENNES	08	1 156 184	228 886	927 298	6	290 130	3,99
VAR	83	1 086 434	295 963	790 471	5	898 441	1,21
MOSELLE	57	1 079 783	297 729	782 054	7	1 023 447	1,06
DORDOGNE	24	1 032 581	233 388	799 193	13	388 293	2,66
GERS	32	1 023 870	1 011 830	12 040	4	172 335	5,94
EURE	27	960 424	128 228	832 196	16	541 054	1,78
FINISTERE	29	926 531	199 840	726 691	22	852 418	1,09
HAUTS-DE-SEINE	92	887 132	131 832	755 300	5	1 428 881	0,62
CORREZE	19	885 277	193 617	691 660	11	232 576	3,81
CALVADOS	14	829 317	101 786	727 531	23	648 385	1,28
MARNE	51	816 375	130 680	685 695	9	565 229	1,44
SEINE-MARITIME	76	815 327	91 394	723 933	20	1 239 138	0,66
LOT-ET-GARONNE	47	791 763	450 000	341 763	8	305 380	2,59

REPARTITION DES SUBVENTIONS FISAC EN EUROS PAR DEPARTEMENT
TOUS TYPES D'OPERATION*
en 2009

(classement par montant de subvention)

DEPARTEMENT	Code	SUBVENTION	FONCTION.	INVESTIS.	NOMBRE	POPULATION	SUBV/HAB
VOSGES	88	739 289	68 610	670 679	3	380 952	1,94
HERAULT	34	708 961	167 708	541 253	9	896 441	0,79
BAS-RHIN	67	688 695	284 095	404 600	15	1 026 120	0,67
DOUBS	25	677 459	163 006	514 453	5	499 062	1,36
VENDEE	85	675 530	42 568	632 962	10	539 664	1,25
CREUSE	23	673 612	110 601	563 011	12	124 470	5,41
VAL-D'OISE	95	673 204	89 587	583 617	10	1 105 464	0,61
AIN	01	666 543	98 996	567 547	24	515 270	1,29
VIENNE	86	664 732	14 160	650 572	16	399 024	1,67
NORD	59	662 256	191 384	470 872	19	2 555 020	0,26
ALLIER	03	657 639	21 050	636 589	8	344 721	1,91
INDRE-ET-LOIRE	37	647 487	132 513	514 974	11	554 003	1,17
SEINE-ET-MARNE	77	641 248	156 115	485 133	13	1 193 767	0,54
MORBIHAN	56	621 283	77 677	543 606	11	643 873	0,96
YVELINES	78	587 422	76 900	510 522	5	1 354 304	0,43
BOUCHES-DU-RHONE	13	583 291	138 475	444 816	3	1 835 719	0,32
LOIRE-ATLANTIQUE	44	561 729	20 545	541 184	6	1 134 266	0,50
AVEYRON	12	552 194	115 498	436 696	12	263 808	2,09
COTES-D'ARMOR	22	537 660	107 778	429 882	5	542 373	0,99
PUY-DE-DOME	63	519 156	15 000	504 156	4	604 266	0,86
ORNE	61	499 456	0	499 456	26	292 337	1,71
NIEVRE	58	477 507	99 502	378 005	10	225 198	2,12
VAUCLUSE	84	448 933	321 783	127 150	2	499 685	0,90
MANCHE	50	409 570	2 200	407 370	9	481 471	0,85
LOZERE	48	403 109	0	403 109	7	73 509	5,48
AUDE	11	395 227	100 000	295 227	8	309 770	1,28
SAONE-ET-LOIRE	71	382 445	13 172	369 273	11	544 893	0,70
EURE-ET-LOIR	28	371 062	40 667	330 395	3	407 665	0,91
CHER	18	329 808	7 150	322 658	7	314 428	1,05
JURA	39	320 695	0	320 695	10	250 857	1,28
TARN	81	320 526	0	320 526	15	343 402	0,93

REPARTITION DES SUBVENTIONS FISAC EN EUROS PAR DEPARTEMENT
TOUS TYPES D'OPERATION*
en 2009

(classement par montant de subvention)

DEPARTEMENT	Code	SUBVENTION	FONCTION.	INVESTIS.	NOMBRE	POPULATION	SUBV/HAB
OISE	60	303 425	133 548	169 877	8	766 441	0,40
DEUX-SEVRES	79	292 485	37 425	255 060	9	344 392	0,85
INDRE	36	290 203	74 541	215 662	5	231 139	1,26
MAINE-ET-LOIRE	49	287 049	19 035	268 014	8	732 942	0,39
HAUTE-LOIRE	43	264 794	48 339	216 455	7	209 113	1,27
ARIEGE	09	263 742	61 125	202 617	3	137 205	1,92
PYRENEES-ORIENTALES	66	255 189	100 000	155 189	9	392 803	0,65
YONNE	89	254 367	83 456	170 911	9	333 221	0,76
HAUTE-CORSE	2B	252 109	106 400	145 709	3	141 603	1,78
CHARENTE	16	240 537	0	240 537	7	339 628	0,71
HAUTES-PYRENEES	65	233 733	32 160	201 573	4	222 368	1,05
HAUTE-SAONE	70	193 957	51 478	142 479	4	229 732	0,84
MAYENNE	53	174 062	0	174 062	10	285 338	0,61
HAUT-RHIN	68	167 348	23 225	144 123	7	708 025	0,24
ALPES-MARITIMES	06	154 575	74 575	80 000	2	1 011 326	0,15
MEUSE	55	125 902	54 100	71 802	3	192 198	0,66
HAUTE-GARONNE	31	122 606	29 585	93 021	8	1 046 338	0,12
COTE-D'OR	21	122 139	24 550	97 589	6	506 755	0,24
TERRITOIRE-DE-BELFORT	90	115 862	36 956	78 906	1	137 408	0,84
ESSONNE	91	114 070	0	114 070	2	1 134 238	0,10
SARTHE	72	109 787	0	109 787	3	529 851	0,21
CANTAL	15	106 249	0	106 249	3	150 778	0,70
LOT	46	94 576	0	94 576	2	160 197	0,59
MARTINIQUE	972	92 750	92 750	0	2	381 427	0,24
VAL-DE-MARNE	94	89 008	59 912	29 096	2	1 227 250	0,07
ALPES-DE-HAUTE-PROVENCE	04	82 168	0	82 168	1	139 561	0,59
AISNE	02	60 004	9 150	50 854	3	535 842	0,11
AUBE	10	59 434	0	59 434	2	292 131	0,20
SOMME	80	53 595	20 000	33 595	3	555 551	0,10
SEINE-SAINT-DENIS	93	24 050	24 050	0	2	1 382 861	0,02

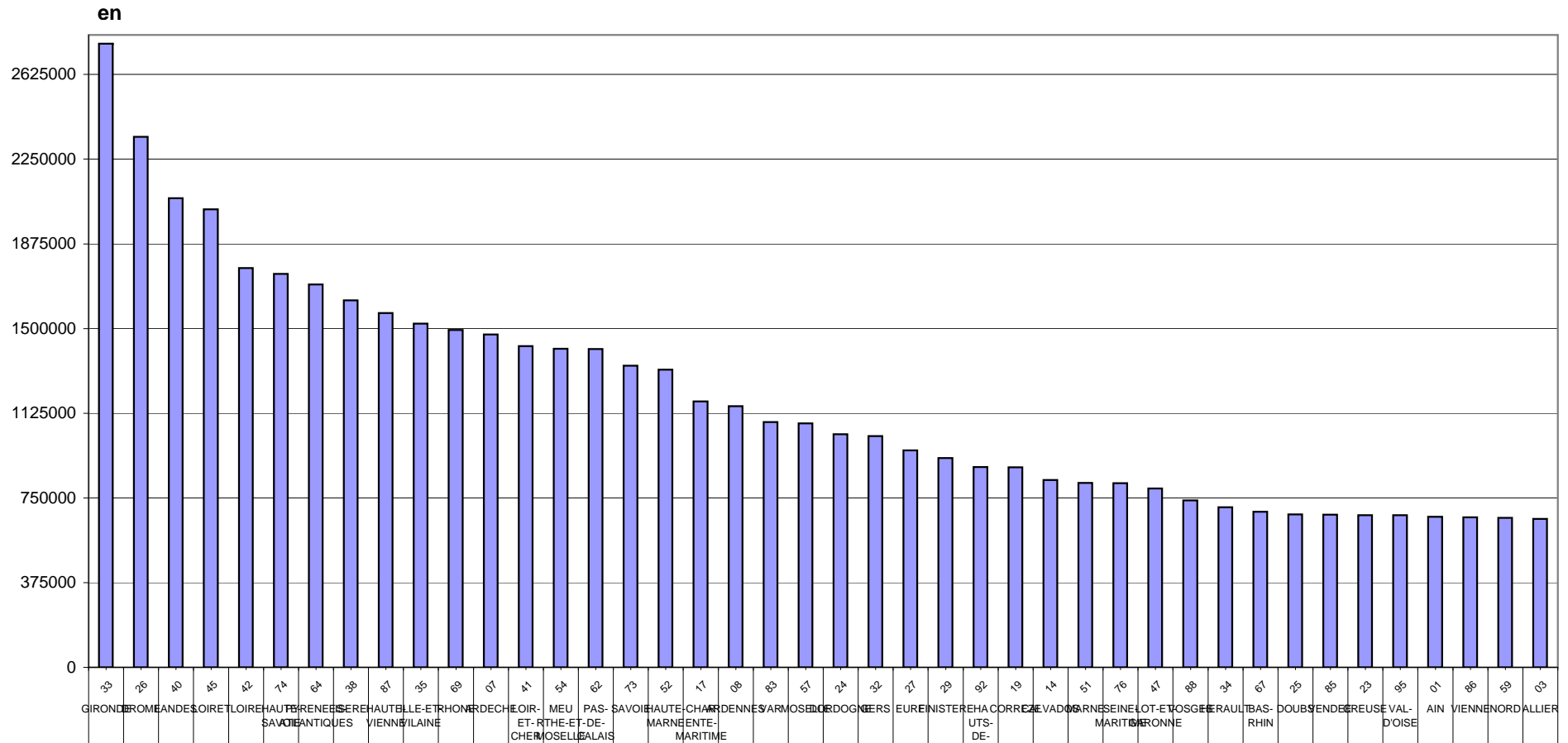
REPARTITION DES SUBVENTIONS FISAC EN EUROS PAR DEPARTEMENT
TOUS TYPES D'OPERATION*
en 2009

(classement par montant de subvention)

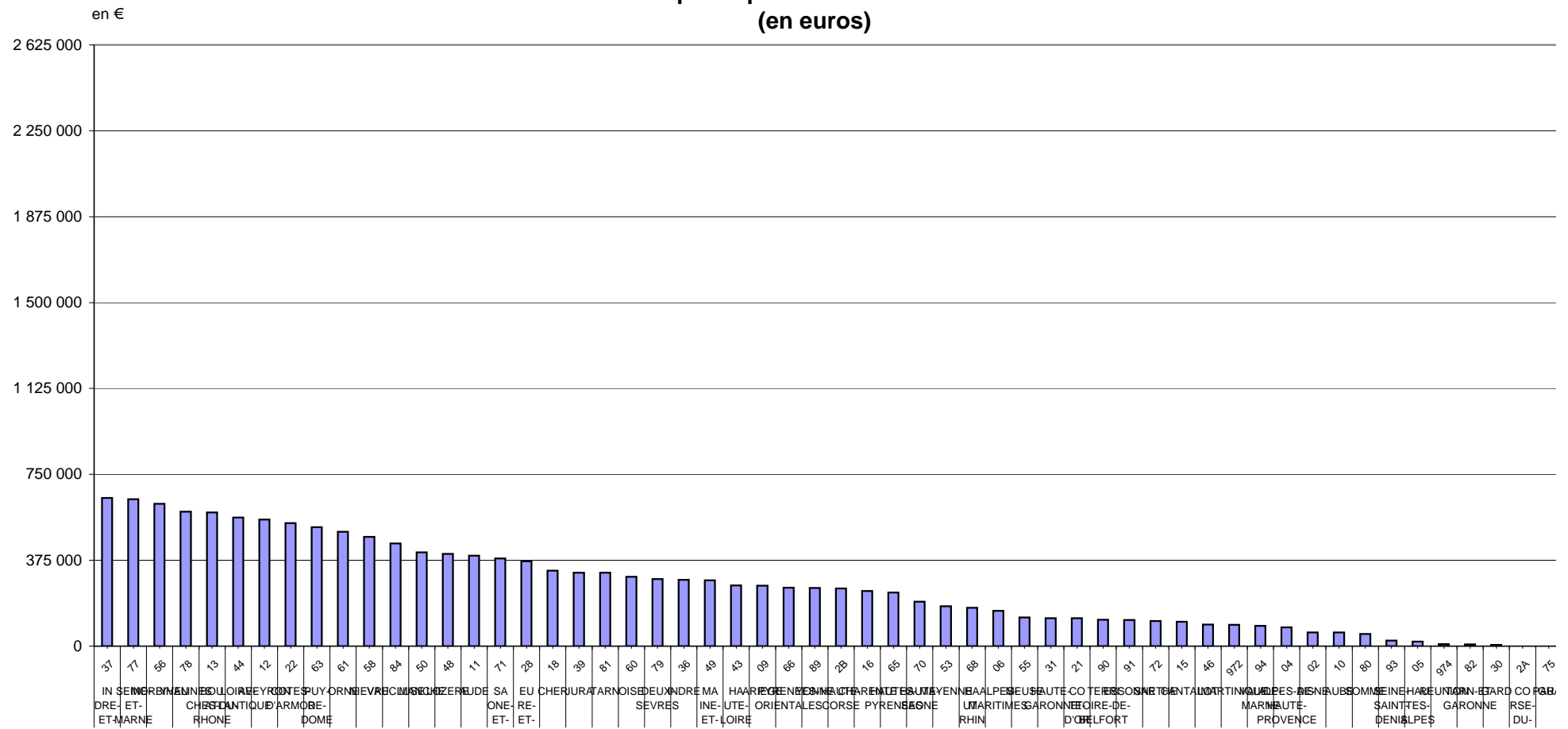
DEPARTEMENT	Code	SUBVENTION	FONCTION.	INVESTIS.	NOMBRE	POPULATION	SUBV/HAB
HAUTES-ALPES	05	20 500	0	20 500	2	121 419	0,17
REUNION	974	8 750	8 750	0	1	706 300	0,01
TARN-ET-GARONNE	82	7 900	7 900	0	1	206 034	0,04
GARD	30	6 042	0	6 042	1	623 125	0,01
CORSE-DU-SUD	2A	0	0	0	0	118 593	0,00
PARIS	75	0	0	0	0	2 125 246	0,00
GUADELOUPE	971	0	0	0	0	422 496	0,00
GUYANE	973	0	0	0	0	157 213	0,00
TOTAL		64 611 444	17 933 718	46 677 726	878		

(*) Hors Epareca et Actions de développement économique

**Montant cumulé des subventions FISAC
par département en 2009
(en euros)**



Montant cumulé des subventions FISAC par département en 2009 (en euros)



REPARTITION DES SUBVENTIONS FISAC EN EUROS PAR DEPARTEMENT
TOUS TYPES D'OPERATION*
en 2009

(classement en fonction du montant de subvention par habitant)

DEPARTEMENT	Code	SUBVENTION	FONCTION.	INVESTIS.	NOMBRE	POPULATION	SUBV/HAB
HAUTE-MARNE	52	1 318 542	360 207	958 335	12	194 873	6,77
LANDES	40	2 077 220	1 842 675	234 545	7	327 334	6,35
GERS	32	1 023 870	1 011 830	12 040	4	172 335	5,94
LOZERE	48	403 109	0	403 109	7	73 509	5,48
CREUSE	23	673 612	110 601	563 011	12	124 470	5,41
DROME	26	2 349 285	1 400 842	948 443	9	437 778	5,37
ARDECHE	07	1 474 131	376 838	1 097 293	27	286 023	5,15
LOIR-ET-CHER	41	1 422 753	134 934	1 287 819	11	314 968	4,52
HAUTE-VIENNE	87	1 568 277	209 461	1 358 816	15	353 893	4,43
ARDENNES	08	1 156 184	228 886	927 298	6	290 130	3,99
CORREZE	19	885 277	193 617	691 660	11	232 576	3,81
SAVOIE	73	1 335 242	407 110	928 132	6	373 258	3,58
LOIRET	45	2 028 099	557 164	1 470 935	11	618 126	3,28
PYRENEES-ATLANTIQUES	64	1 695 800	457 693	1 238 107	19	600 018	2,83
HAUTE-SAVOIE	74	1 742 182	381 358	1 360 824	21	631 679	2,76
DORDOGNE	24	1 032 581	233 388	799 193	13	388 293	2,66
LOT-ET-GARONNE	47	791 763	450 000	341 763	8	305 380	2,59
LOIRE	42	1 767 841	584 947	1 182 894	11	728 524	2,43
GIRONDE	33	2 761 667	1 732 655	1 029 012	16	1 287 334	2,15
NIEVRE	58	477 507	99 502	378 005	10	225 198	2,12
CHARENTE-MARITIME	17	1 177 603	8 280	1 169 323	14	557 024	2,11
AVEYRON	12	552 194	115 498	436 696	12	263 808	2,09
MEURTHE-ET-MOSELLE	54	1 411 016	367 432	1 043 584	12	713 779	1,98
VOSGES	88	739 289	68 610	670 679	3	380 952	1,94
ARIEGE	09	263 742	61 125	202 617	3	137 205	1,92
ALLIER	03	657 639	21 050	636 589	8	344 721	1,91
HAUTE-CORSE	2B	252 109	106 400	145 709	3	141 603	1,78
EURE	27	960 424	128 228	832 196	16	541 054	1,78
ILLE-ET-VILAINE	35	1 521 691	440 831	1 080 860	17	867 533	1,75
ORNE	61	499 456	0	499 456	26	292 337	1,71
VIENNE	86	664 732	14 160	650 572	16	399 024	1,67

REPARTITION DES SUBVENTIONS FISAC EN EUROS PAR DEPARTEMENT
TOUS TYPES D'OPERATION*
en 2009

(classement en fonction du montant de subvention par habitant)

DEPARTEMENT	Code	SUBVENTION	FONCTION.	INVESTIS.	NOMBRE	POPULATION	SUBV/HAB
ISERE	38	1 625 333	473 940	1 151 393	18	1 094 006	1,49
MARNE	51	816 375	130 680	685 695	9	565 229	1,44
DOUBS	25	677 459	163 006	514 453	5	499 062	1,36
AIN	01	666 543	98 996	567 547	24	515 270	1,29
CALVADOS	14	829 317	101 786	727 531	23	648 385	1,28
JURA	39	320 695	0	320 695	10	250 857	1,28
AUDE	11	395 227	100 000	295 227	8	309 770	1,28
HAUTE-LOIRE	43	264 794	48 339	216 455	7	209 113	1,27
INDRE	36	290 203	74 541	215 662	5	231 139	1,26
VENDEE	85	675 530	42 568	632 962	10	539 664	1,25
VAR	83	1 086 434	295 963	790 471	5	898 441	1,21
INDRE-ET-LOIRE	37	647 487	132 513	514 974	11	554 003	1,17
FINISTERE	29	926 531	199 840	726 691	22	852 418	1,09
MOSELLE	57	1 079 783	297 729	782 054	7	1 023 447	1,06
HAUTES-PYRENEES	65	233 733	32 160	201 573	4	222 368	1,05
CHER	18	329 808	7 150	322 658	7	314 428	1,05
COTES-D'ARMOR	22	537 660	107 778	429 882	5	542 373	0,99
PAS-DE-CALAIS	62	1 409 777	270 360	1 139 417	38	1 441 568	0,98
MORBIHAN	56	621 283	77 677	543 606	11	643 873	0,96
RHONE	69	1 493 292	542 068	951 224	13	1 578 869	0,95
TARN	81	320 526	0	320 526	15	343 402	0,93
EURE-ET-LOIR	28	371 062	40 667	330 395	3	407 665	0,91
VAUCLUSE	84	448 933	321 783	127 150	2	499 685	0,90
PUY-DE-DOME	63	519 156	15 000	504 156	4	604 266	0,86
MANCHE	50	409 570	2 200	407 370	9	481 471	0,85
DEUX-SEVRES	79	292 485	37 425	255 060	9	344 392	0,85
HAUTE-SAONE	70	193 957	51 478	142 479	4	229 732	0,84
TERRITOIRE-DE-BELFORT	90	115 862	36 956	78 906	1	137 408	0,84
HERAULT	34	708 961	167 708	541 253	9	896 441	0,79
YONNE	89	254 367	83 456	170 911	9	333 221	0,76
CHARENTE	16	240 537	0	240 537	7	339 628	0,71

REPARTITION DES SUBVENTIONS FISAC EN EUROS PAR DEPARTEMENT
TOUS TYPES D'OPERATION*
en 2009

(classement en fonction du montant de subvention par habitant)

DEPARTEMENT	Code	SUBVENTION	FONCTION.	INVESTIS.	NOMBRE	POPULATION	SUBV/HAB
CANTAL	15	106 249	0	106 249	3	150 778	0,70
SAONE-ET-LOIRE	71	382 445	13 172	369 273	11	544 893	0,70
BAS-RHIN	67	688 695	284 095	404 600	15	1 026 120	0,67
SEINE-MARITIME	76	815 327	91 394	723 933	20	1 239 138	0,66
MEUSE	55	125 902	54 100	71 802	3	192 198	0,66
PYRENEES-ORIENTALES	66	255 189	100 000	155 189	9	392 803	0,65
HAUTS-DE-SEINE	92	887 132	131 832	755 300	5	1 428 881	0,62
MAYENNE	53	174 062	0	174 062	10	285 338	0,61
VAL-D'OISE	95	673 204	89 587	583 617	10	1 105 464	0,61
LOT	46	94 576	0	94 576	2	160 197	0,59
ALPES-DE-HAUTE-PROVENCE	04	82 168	0	82 168	1	139 561	0,59
SEINE-ET-MARNE	77	641 248	156 115	485 133	13	1 193 767	0,54
LOIRE-ATLANTIQUE	44	561 729	20 545	541 184	6	1 134 266	0,50
YVELINES	78	587 422	76 900	510 522	5	1 354 304	0,43
OISE	60	303 425	133 548	169 877	8	766 441	0,40
MAINE-ET-LOIRE	49	287 049	19 035	268 014	8	732 942	0,39
BOUCHES-DU-RHONE	13	583 291	138 475	444 816	3	1 835 719	0,32
NORD	59	662 256	191 384	470 872	19	2 555 020	0,26
MARTINIQUE	972	92 750	92 750	0	2	381 427	0,24
COTE-D'OR	21	122 139	24 550	97 589	6	506 755	0,24
HAUT-RHIN	68	167 348	23 225	144 123	7	708 025	0,24
SARTHE	72	109 787	0	109 787	3	529 851	0,21
AUBE	10	59 434	0	59 434	2	292 131	0,20
HAUTES-ALPES	05	20 500	0	20 500	2	121 419	0,17
ALPES-MARITIMES	06	154 575	74 575	80 000	2	1 011 326	0,15
HAUTE-GARONNE	31	122 606	29 585	93 021	8	1 046 338	0,12
AISNE	02	60 004	9 150	50 854	3	535 842	0,11
ESSONNE	91	114 070	0	114 070	2	1 134 238	0,10
SOMME	80	53 595	20 000	33 595	3	555 551	0,10
VAL-DE-MARNE	94	89 008	59 912	29 096	2	1 227 250	0,07

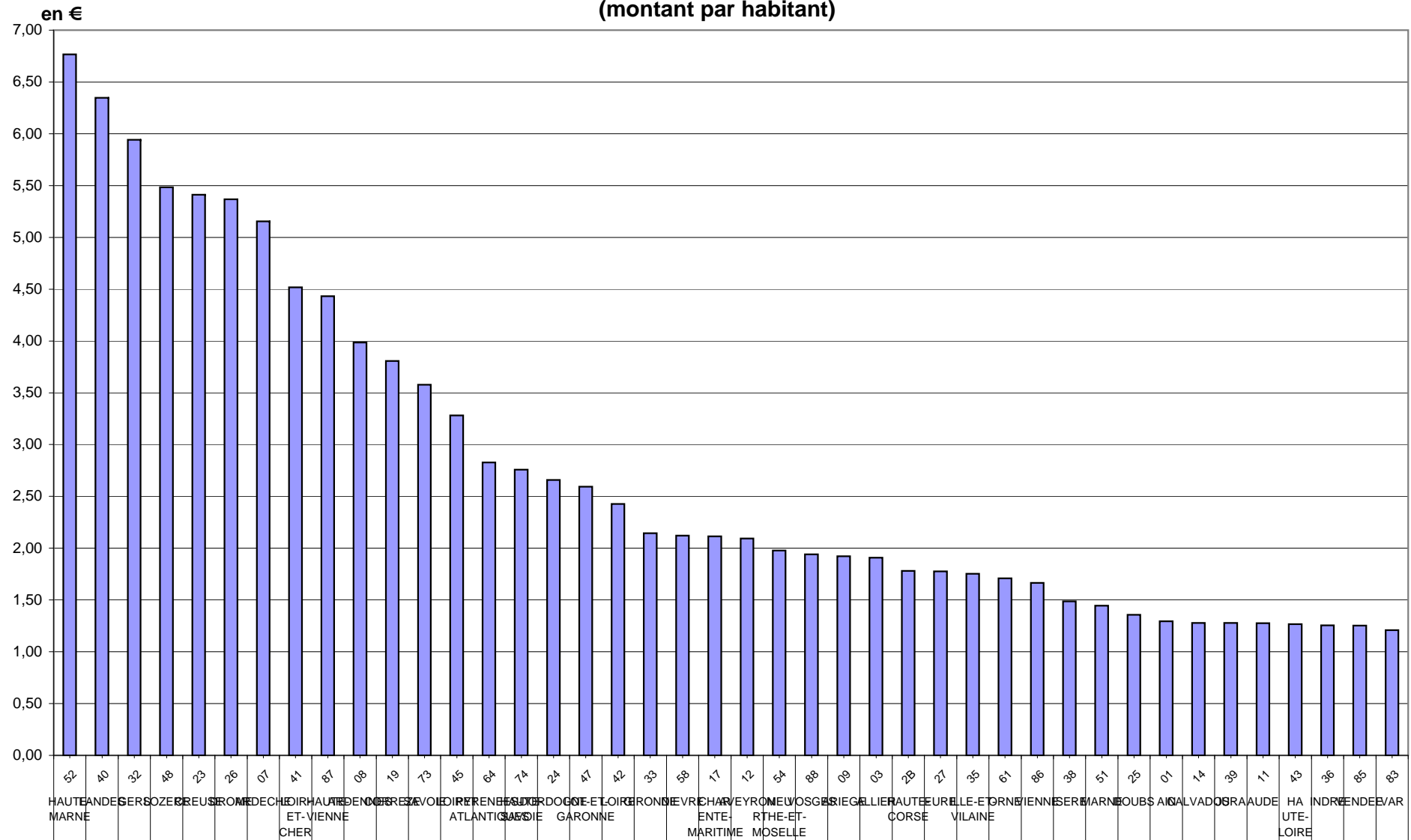
REPARTITION DES SUBVENTIONS FISAC EN EUROS PAR DEPARTEMENT
TOUS TYPES D'OPERATION*
en 2009

(classement en fonction du montant de subvention par habitant)

DEPARTEMENT	Code	SUBVENTION	FONCTION.	INVESTIS.	NOMBRE	POPULATION	SUBV/HAB
TARN-ET-GARONNE	82	7 900	7 900	0	1	206 034	0,04
SEINE-SAINT-DENIS	93	24 050	24 050	0	2	1 382 861	0,02
REUNION	974	8 750	8 750	0	1	706 300	0,01
GARD	30	6 042	0	6 042	1	623 125	0,01
CORSE-DU-SUD	2A	0	0	0	0	118 593	0,00
PARIS	75	0	0	0	0	2 125 246	0,00
GUADELOUPE	971	0	0	0	0	422 496	0,00
GUYANE	973	0	0	0	0	157 213	0,00
TOTAL		64 611 444	17 933 718	46 677 726	878		

(*) Hors Epareca et Actions de développement économique

Subventions FISAC par département en 2009 (montant par habitant)



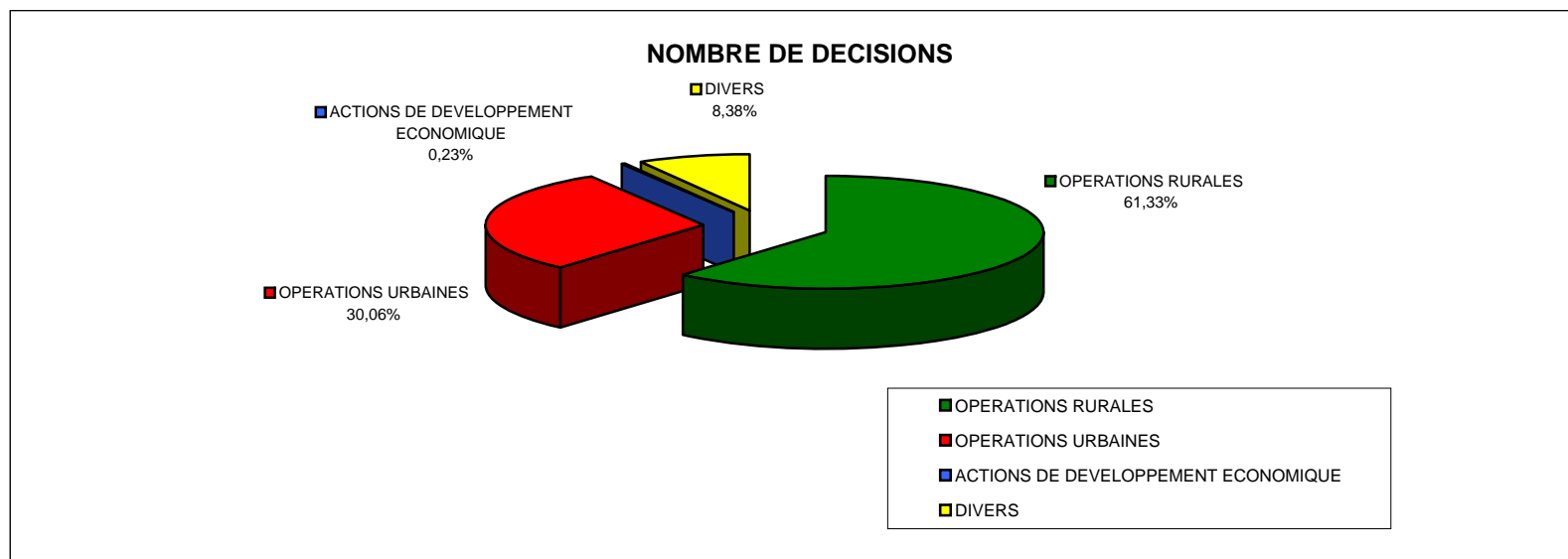
FISAC
Synthèses
1992-2009

REPARTITION DES SUBVENTIONS FISAC PAR TYPE D'OPERATION
de 1992 à 2009
(en euros)

TYPE OPERATION	DECISIONS	FONCT	INVEST	TOTAL
OPERATIONS RURALES	8 135	44 804 072	251 450 558	296 254 630
OPERATIONS URBAINES	3 988	138 324 595	291 429 170	429 753 765
ACTIONS DE DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE	31	212 462 244	0	212 462 244
DIVERS	1 111	122 165 566	31 212 788	153 378 354
TOTAL	13 265	517 756 477	574 092 516	1 091 848 993

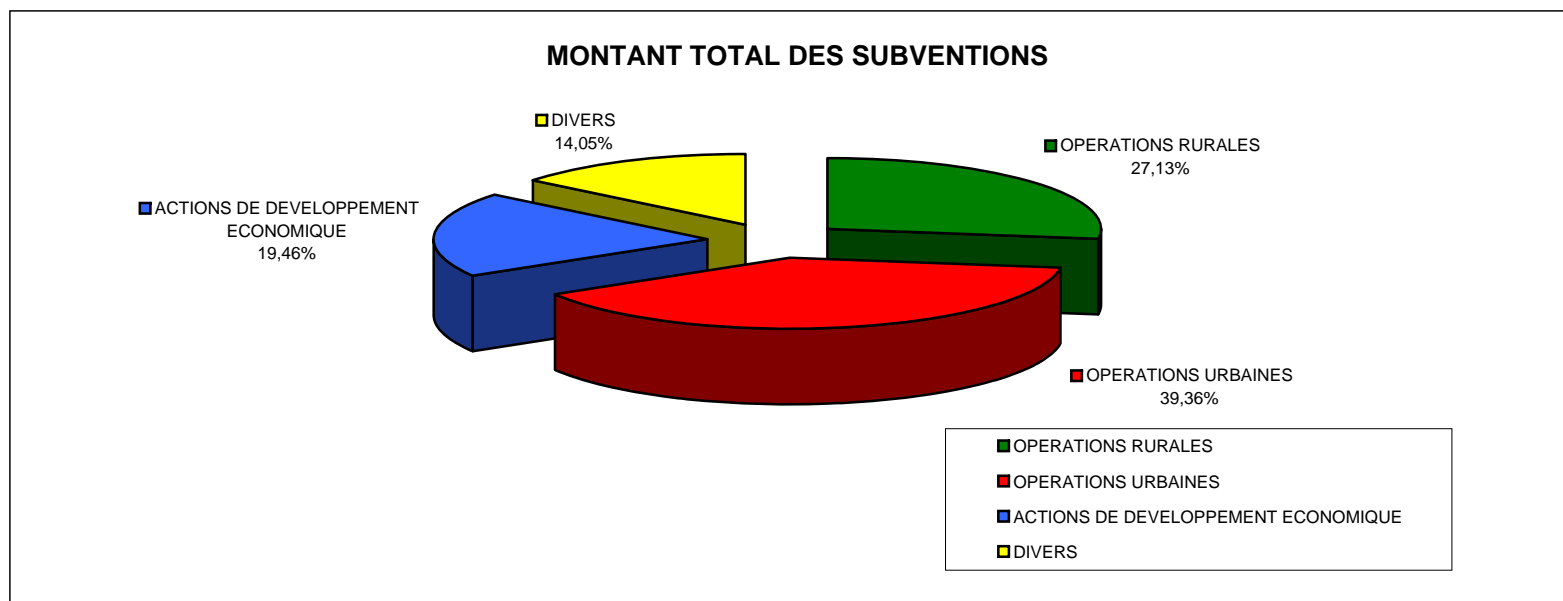
REPARTITION DES SUBVENTIONS FISAC PAR TYPE D'OPERATION
de 1992 à 2009
(nombre de décisions)

TYPE OPERATION	NOMBRE DE DECISIONS
OPERATIONS RURALES	8 135
OPERATIONS URBAINES	3 988
ACTIONS DE DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE	31
DIVERS	1 111
TOTAL	13 265



REPARTITION DES SUBVENTIONS FISAC PAR TYPE D'OPERATION
de 1992 à 2009
(en euros)

TYPE OPERATION	MONTANT TOTAL DES SUBVENTIONS
OPERATIONS RURALES	296 254 630
OPERATIONS URBAINES	429 753 515
ACTIONS DE DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE	212 462 244
DIVERS	153 378 354
TOTAL	1 091 848 743



**REPARTITION DES SUBVENTIONS FISAC EN EUROS
PAR TYPE D'OPERATION DETAILLE
de 1992 à 2009**

TYPE D'OPERATION	SUBVENTION	FONCTION.	INVESTIS.	NOMBRE
Opérations exclusivement rurales jusqu'en 2002	103 640 567	26 752 369	76 888 198	3 987
Opérations exclusivement rurales à partir de 2003				
OPERATIONS RURALES INDIVIDUELLES	104 047 580	0	104 047 580	3 049
OPERATIONS COLLECTIVES DE MODERNISATION EN MILIEU RURAL	61 633 208	17 309 303	44 323 905	397
OPERATIONS D'AMENAGEMENT DANS LES COMMUNES RURALES	14 553 247	123 469	14 429 778	316
HALLES ET MARCHES	3 333 297	47 100	3 286 197	77
Opérations exclusivement urbaines jusqu'en 2002	209 545 980	82 710 721	126 835 259	2 364
Opérations exclusivement urbaines à partir de 2003				
OPERATIONS URBAINES	186 301 767	56 885 288	129 416 479	1 235
dont AIDE AUX QUARTIERS EN DIFFICULTE	10 447 939	2 479 699	7 968 240	49
HALLES ET MARCHES	23 157 777	1 960 647	21 197 130	206
Opérations rurales ou urbaines jusqu'en 2002				
EQUIPEMENTS COLLECTIFS	7 713 604	1 197 200	6 516 404	149
HALLES ET MARCHÉ(1)	17 081 313	1 142 570	15 938 743	343
Actions de développement économique	212 462 244	212 462 244	0	31
Divers jusqu'en 2002	54 341 887	26 958 102	27 383 785	465
Divers à partir de 2003				
ACTIONS SPECIFIQUES COLLECTIVES NATIONALES	64 967 393	64 967 393	0	34
AIDE AUX COMMERCANTS ET ARTISANS SINISTRES	19 954 688	19 954 688	0	49
BIENS CULTURELS	4 054 107	287 829	3 766 278	171
ETUDES	4 880 934	4 818 154	62 780	391
ETUDE D'EVALUATION DES OPERATIONS FISAC	179 400	179 400	0	1
TOTAL	1 091 848 993	517 756 477	574 092 516	13 265

(1) Opération classée sous une rubrique distincte (HM) de 1992 à 1999 puis enregistrée en opération rurale ou en opération urbaine à partir du 21,06,1999.

Présentation
par
région

REPARTITION DES SUBVENTIONS FISAC EN EUROS PAR REGION
TOUS TYPES D'OPERATION*
de 1992 à 2009
(classement alphabétique)

REGION	SUBVENTION	FONCTION.	INVESTIS.	NOMBRE	POPULATION	SUBV/HAB
ALSACE	12 189 035	3 089 832	9 099 203	251	1 734 145	7,03
AQUITAINE	66 649 933	17 936 064	48 713 869	1 104	2 908 359	22,92
AUVERGNE	22 343 264	7 828 524	14 514 740	514	1 308 878	17,07
BASSE-NORMANDIE	23 313 713	3 911 797	19 401 916	526	1 422 193	16,39
BOURGOGNE	17 688 119	3 262 151	14 425 968	511	1 610 067	10,99
BRETAGNE	61 739 552	17 093 669	44 645 883	988	2 906 197	21,24
CENTRE	46 417 558	11 826 451	34 591 107	705	2 440 329	19,02
CHAMPAGNE-ARDENNE	27 222 587	8 994 296	18 228 291	322	1 342 363	20,28
CORSE	2 093 222	1 305 662	787 560	26	260 196	8,04
FRANCHE-COMTE	24 119 194	6 266 422	17 852 772	624	1 117 059	21,59
GUADELOUPE	221 115	96 137	124 978	6	422 496	0,52
GUYANE	721 635	113 553	608 082	7	157 300	4,59
HAUTE-NORMANDIE	22 230 354	4 397 264	17 833 090	367	1 780 192	12,49
ILE-DE-FRANCE	63 794 298	12 884 792	50 909 506	806	10 952 011	5,82
LANGUEDOC-ROUSSILLON	36 111 474	5 738 841	30 372 633	447	2 295 648	15,73
LIMOUSIN	21 926 642	5 003 439	16 923 203	412	710 939	30,84
LORRAINE	26 738 120	7 784 346	18 953 774	304	2 310 376	11,57
MARTINIQUE	2 756 476	1 264 194	1 492 282	30	381 427	7,23
MIDI-PYRENEES	28 663 007	8 583 327	20 079 680	658	2 551 687	11,23
NORD-PAS-DE-CALAIS	26 636 829	9 867 424	16 769 405	511	3 996 588	6,66
PAYS-DE-LA-LOIRE	31 064 085	5 840 542	25 223 543	669	3 222 061	9,64
PICARDIE	10 179 247	2 316 369	7 862 878	227	1 857 481	5,48
POITOU-CHARENTES	39 640 713	5 907 094	33 733 619	951	1 640 068	24,17
PROVENCE-ALPES-COTE-D'AZUR	38 594 589	15 203 473	23 391 116	476	4 506 151	8,56
REUNION	2 147 386	715 926	1 431 460	17	705 100	3,05
RHONE-ALPES	106 192 195	33 809 572	72 382 620	1 625	5 645 407	18,81
TOTAL	761 394 342	201 041 161	560 353 178	13 084		

() Hors Epareca et Actions de développement économique*

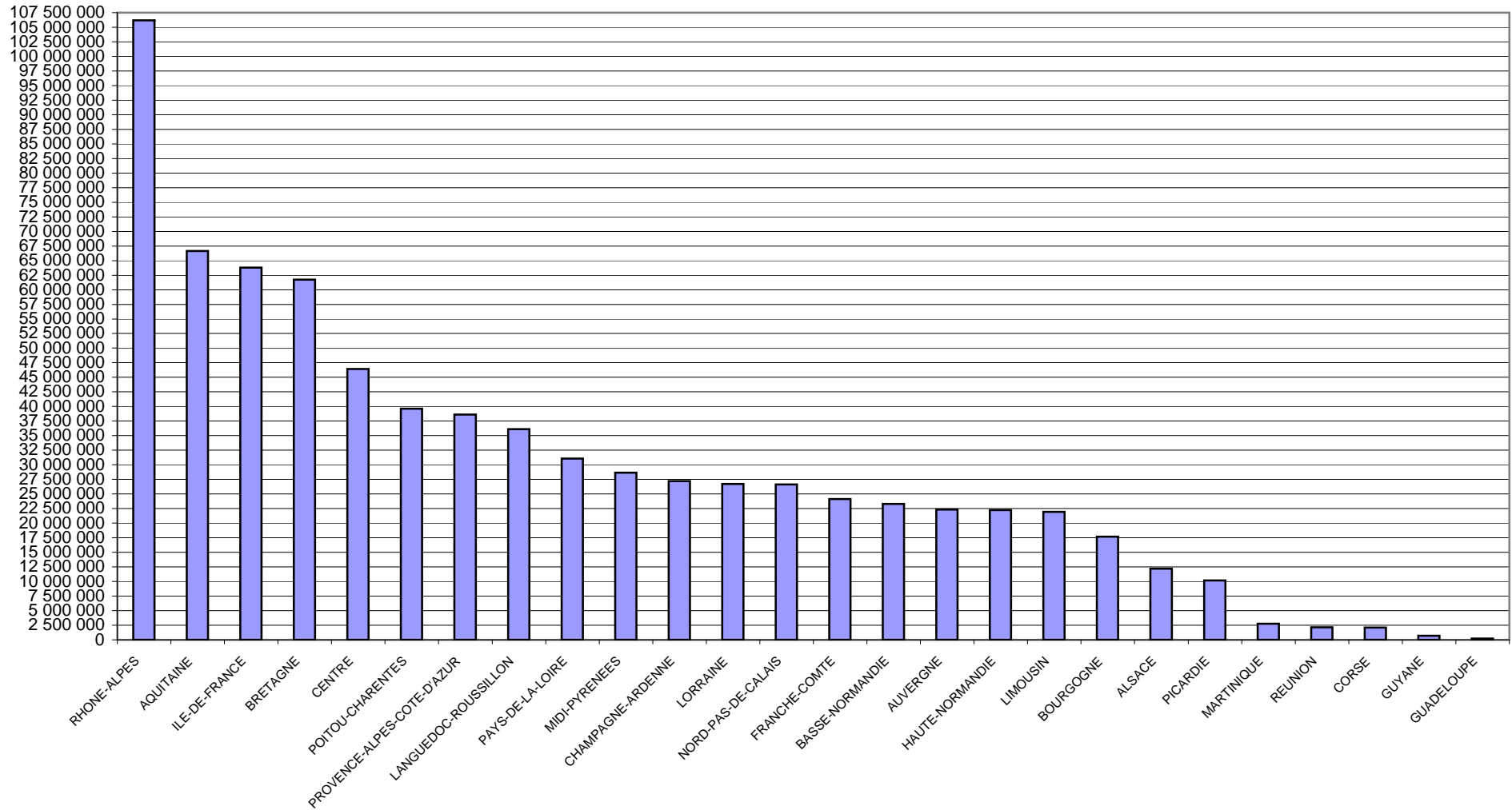
REPARTITION DES SUBVENTIONS FISAC EN EUROS PAR REGION
TOUS TYPES D'OPERATION*
de 1992 à 2009
(classement par montant de subvention)

REGION	SUBVENTION	FONCTION.	INVESTIS.	NOMBRE	POPULATION	SUBV/HAB
RHONE-ALPES	106 192 195	33 809 572	72 382 620	1 625	5 645 407	18,81
AQUITAINE	66 649 933	17 936 064	48 713 869	1 104	2 908 359	22,92
ILE-DE-FRANCE	63 794 298	12 884 792	50 909 506	806	10 952 011	5,82
BRETAGNE	61 739 552	17 093 669	44 645 883	988	2 906 197	21,24
CENTRE	46 417 558	11 826 451	34 591 107	705	2 440 329	19,02
POITOU-CHARENTES	39 640 713	5 907 094	33 733 619	951	1 640 068	24,17
PROVENCE-ALPES-COTE- D'AZUR	38 594 589	15 203 473	23 391 116	476	4 506 151	8,56
LANGUEDOC-ROUSSILLON	36 111 474	5 738 841	30 372 633	447	2 295 648	15,73
PAYS-DE-LA-LOIRE	31 064 085	5 840 542	25 223 543	669	3 222 061	9,64
MIDI-PYRENEES	28 663 007	8 583 327	20 079 680	658	2 551 687	11,23
CHAMPAGNE-ARDENNE	27 222 587	8 994 296	18 228 291	322	1 342 363	20,28
LORRAINE	26 738 120	7 784 346	18 953 774	304	2 310 376	11,57
NORD-PAS-DE-CALAIS	26 636 829	9 867 424	16 769 405	511	3 996 588	6,66
FRANCHE-COMTE	24 119 194	6 266 422	17 852 772	624	1 117 059	21,59
BASSE-NORMANDIE	23 313 713	3 911 797	19 401 916	526	1 422 193	16,39
AUVERGNE	22 343 264	7 828 524	14 514 740	514	1 308 878	17,07
HAUTE-NORMANDIE	22 230 354	4 397 264	17 833 090	367	1 780 192	12,49
LIMOUSIN	21 926 642	5 003 439	16 923 203	412	710 939	30,84
BOURGOGNE	17 688 119	3 262 151	14 425 968	511	1 610 067	10,99
ALSACE	12 189 035	3 089 832	9 099 203	251	1 734 145	7,03
PICARDIE	10 179 247	2 316 369	7 862 878	227	1 857 481	5,48
MARTINIQUE	2 756 476	1 264 194	1 492 282	30	381 427	7,23
REUNION	2 147 386	715 926	1 431 460	17	705 100	3,05
CORSE	2 093 222	1 305 662	787 560	26	260 196	8,04
GUYANE	721 635	113 553	608 082	7	157 300	4,59
GUADELOUPE	221 115	96 137	124 978	6	422 496	0,52
TOTAL	761 394 339	201 041 161	560 353 178	13 084		

(*) Hors Epareca et Actions de développement économique

**Montant cumulé des subventions FISAC
par région de 1992 à 2009
(en euros)**

en €



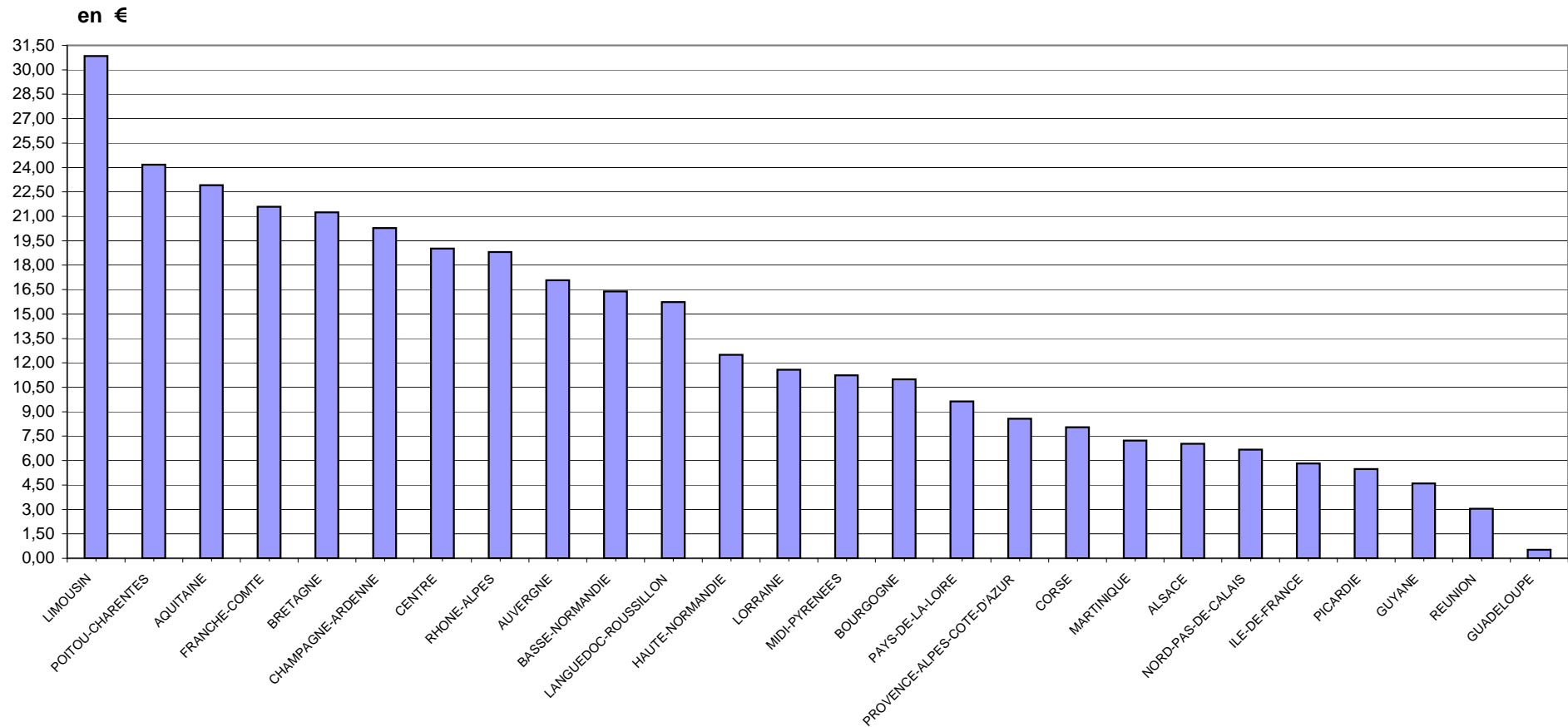
REPARTITION DES SUBVENTIONS FISAC EN EUROS PAR REGION
TOUS TYPES D'OPERATION*
de 1992 à 2009

(classement en fonction du montant de subvention par habitant)

REGION	SUBVENTION	FONCTION.	INVESTIS.	NOMBRE	POPULATION	SUBV/HAB
LIMOUSIN	21 926 642	5 003 439	16 923 203	412	710 939	30,84
POITOU-CHARENTES	39 640 713	5 907 094	33 733 619	951	1 640 068	24,17
AQUITAINE	66 649 933	17 936 064	48 713 869	1 104	2 908 359	22,92
FRANCHE-COMTE	24 119 194	6 266 422	17 852 772	624	1 117 059	21,59
BRETAGNE	61 739 552	17 093 669	44 645 883	988	2 906 197	21,24
CHAMPAGNE-ARDENNE	27 222 587	8 994 296	18 228 291	322	1 342 363	20,28
CENTRE	46 417 558	11 826 451	34 591 107	705	2 440 329	19,02
RHONE-ALPES	106 192 195	33 809 572	72 382 620	1 625	5 645 407	18,81
AUVERGNE	22 343 264	7 828 524	14 514 740	514	1 308 878	17,07
BASSE-NORMANDIE	23 313 713	3 911 797	19 401 916	526	1 422 193	16,39
LANGUEDOC-ROUSSILLON	36 111 474	5 738 841	30 372 633	447	2 295 648	15,73
HAUTE-NORMANDIE	22 230 354	4 397 264	17 833 090	367	1 780 192	12,49
LORRAINE	26 738 120	7 784 346	18 953 774	304	2 310 376	11,57
MIDI-PYRENEES	28 663 007	8 583 327	20 079 680	658	2 551 687	11,23
BOURGOGNE	17 688 119	3 262 151	14 425 968	511	1 610 067	10,99
PAYS-DE-LA-LOIRE	31 064 085	5 840 542	25 223 543	669	3 222 061	9,64
PROVENCE-ALPES-COTE- D'AZUR	38 594 589	15 203 473	23 391 116	476	4 506 151	8,56
CORSE	2 093 222	1 305 662	787 560	26	260 196	8,04
MARTINIQUE	2 756 476	1 264 194	1 492 282	30	381 427	7,23
ALSACE	12 189 035	3 089 832	9 099 203	251	1 734 145	7,03
NORD-PAS-DE-CALAIS	26 636 829	9 867 424	16 769 405	511	3 996 588	6,66
ILE-DE-FRANCE	63 794 298	12 884 792	50 909 506	806	10 952 011	5,82
PICARDIE	10 179 247	2 316 369	7 862 878	227	1 857 481	5,48
GUYANE	721 635	113 553	608 082	7	157 300	4,59
REUNION	2 147 386	715 926	1 431 460	17	705 100	3,05
GUADELOUPE	221 115	96 137	124 978	6	422 496	0,52
TOTAL	761 394 339	201 041 161	560 353 178	13 084		

(*) Hors Epareca et Actions de développement économique

**Subventions FISAC
par région de 1992 à 2009
(montant par habitant)**



**Présentation
par
département**

REPARTITION DES SUBVENTIONS FISAC EN EUROS PAR DEPARTEMENT
TOUS TYPES D'OPERATION*
de 1992 à 2009
(classement alphabétique)

DEPARTEMENT	Code	SUBVENTION	FONCTION.	INVESTIS.	NOMBRE	POPULATION	SUBV/HAB
AIN	01	12 848 887	2 338 193	10 510 694	301	515 270	24,94
AISNE	02	4 730 370	985 844	3 744 526	90	535 842	8,83
ALLIER	03	4 019 889	846 411	3 173 478	67	344 721	11,66
ALPES-DE-HAUTE-PROVENCE	04	1 513 654	583 790	929 864	43	139 561	10,85
HAUTES-ALPES	05	2 674 307	1 075 910	1 598 397	55	121 419	22,03
ALPES-MARITIMES	06	7 074 309	2 965 055	4 109 254	77	1 011 326	7,00
ARDECHE	07	14 019 724	2 975 591	11 044 133	281	286 023	49,02
ARDENNES	08	7 050 697	2 302 858	4 747 839	89	290 130	24,30
ARIEGE	09	4 143 737	1 753 871	2 389 866	68	137 205	30,20
AUBE	10	3 783 021	1 453 694	2 329 327	53	292 131	12,95
AUDE	11	3 717 537	911 037	2 806 500	86	309 770	12,00
AVEYRON	12	5 680 195	1 172 299	4 507 896	135	263 808	21,53
BOUCHES-DU-RHONE	13	10 439 234	4 697 137	5 742 097	109	1 835 719	5,69
CALVADOS	14	9 587 416	1 796 932	7 790 484	155	648 385	14,79
CANTAL	15	2 878 725	613 584	2 265 141	142	150 778	19,09
CHARENTE	16	8 327 819	1 400 580	6 927 239	211	339 628	24,52
CHARENTE-MARITIME	17	16 087 573	2 156 932	13 930 641	344	557 024	28,88
CHER	18	3 898 394	921 578	2 976 816	69	314 428	12,40
CORREZE	19	7 874 513	1 767 099	6 107 414	157	232 576	33,86
CORSE-DU-SUD	2A	423 302	423 302	0	6	118 593	3,57
HAUTE-CORSE	2B	1 669 919	882 359	787 560	20	141 603	11,79
COTE-D'OR	21	6 495 421	1 417 763	5 077 658	139	506 755	12,82
COTES-D'ARMOR	22	9 168 649	2 415 490	6 753 159	186	542 373	16,90
CREUSE	23	6 499 499	1 474 523	5 024 976	112	124 470	52,22
DORDOGNE	24	12 018 724	2 280 161	9 738 563	267	388 293	30,95
DOUBS	25	9 330 014	1 942 275	7 387 739	249	499 062	18,70
DROME	26	16 586 484	7 255 507	9 330 977	221	437 778	37,89
EURE	27	8 062 844	1 129 161	6 933 683	133	541 054	14,90
EURE-ET-LOIR	28	6 304 093	1 930 453	4 373 640	93	407 665	15,46
FINISTERE	29	17 765 820	5 427 951	12 337 869	253	852 418	20,84

REPARTITION DES SUBVENTIONS FISAC EN EUROS PAR DEPARTEMENT
TOUS TYPES D'OPERATION*
de 1992 à 2009
(classement alphabétique)

DEPARTEMENT	Code	SUBVENTION	FONCTION.	INVESTIS.	NOMBRE	POPULATION	SUBV/HAB
GARD	30	7 252 943	2 170 184	5 082 759	101	623 125	11,64
HAUTE-GARONNE	31	3 925 329	1 423 513	2 501 816	88	1 046 338	3,75
GERS	32	3 202 738	1 721 882	1 480 856	57	172 335	18,58
GIRONDE	33	18 440 621	5 597 547	12 843 074	247	1 287 334	14,32
HERAULT	34	7 302 200	913 489	6 388 711	122	896 441	8,15
ILLE-ET-VILAINE	35	19 086 517	4 683 188	14 403 329	297	867 533	22,00
INDRE	36	6 042 109	1 341 619	4 700 490	112	231 139	26,14
INDRE-ET-LOIRE	37	11 566 717	2 906 829	8 659 888	165	554 003	20,88
ISERE	38	14 905 756	5 737 014	9 168 742	242	1 094 006	13,62
JURA	39	7 554 660	1 634 967	5 919 693	169	250 857	30,12
LANDES	40	12 576 523	4 207 373	8 369 150	210	327 334	38,42
LOIR-ET-CHER	41	8 823 069	1 809 961	7 013 108	149	314 968	28,01
LOIRE	42	13 803 371	4 760 928	9 042 443	157	728 524	18,95
HAUTE-LOIRE	43	5 716 145	1 241 986	4 474 159	162	209 113	27,34
LOIRE-ATLANTIQUE	44	7 702 727	1 703 840	5 998 887	120	1 134 266	6,79
LOIRET	45	9 289 806	2 455 392	6 834 414	109	618 126	15,03
LOT	46	3 208 178	303 498	2 904 680	76	160 197	20,03
LOT-ET-GARONNE	47	8 327 125	2 121 100	6 206 025	156	305 380	27,27
LOZERE	48	1 317 230	377 720	939 510	30	73 509	17,92
MAINE-ET-LOIRE	49	6 911 607	1 421 944	5 489 663	169	732 942	9,43
MANCHE	50	5 744 722	673 856	5 070 866	151	481 471	11,93
MARNE	51	13 362 830	7 239 561	6 123 269	101	565 229	23,64
HAUTE-MARNE	52	6 426 039	1 598 183	4 827 856	79	194 873	32,98
MAYENNE	53	3 915 626	561 268	3 354 358	104	285 338	13,72
MEURTHE-ET-MOSELLE	54	8 570 078	3 238 642	5 331 436	97	713 779	12,01
MEUSE	55	4 136 262	830 411	3 305 851	60	192 198	21,52
MORBIHAN	56	14 795 329	3 645 776	11 149 553	249	643 873	22,98
MOSELLE	57	9 015 143	2 672 042	6 343 101	88	1 023 447	8,81
NIEVRE	58	3 271 459	650 481	2 620 978	99	225 198	14,53
NORD	59	11 942 652	5 118 677	6 823 975	174	2 555 020	4,67
OISE	60	3 908 312	919 277	2 989 035	93	766 441	5,10

REPARTITION DES SUBVENTIONS FISAC EN EUROS PAR DEPARTEMENT
TOUS TYPES D'OPERATION*
de 1992 à 2009
(classement alphabétique)

DEPARTEMENT	Code	SUBVENTION	FONCTION.	INVESTIS.	NOMBRE	POPULATION	SUBV/HAB
ORNE	61	7 422 491	1 075 132	6 347 359	217	292 337	25,39
PAS-DE-CALAIS	62	14 644 176	4 748 747	9 895 429	337	1 441 568	10,16
PUY-DE-DOME	63	6 130 647	2 283 040	3 847 607	123	604 266	10,15
PYRENEES-ATLANTIQUES	64	15 204 171	3 647 114	11 557 057	199	600 018	25,34
HAUTES-PYRENEES	65	2 640 437	561 051	2 079 386	48	222 368	11,87
PYRENEES-ORIENTALES	66	4 214 332	1 066 497	3 147 835	101	392 803	10,73
BAS-RHIN	67	7 084 798	2 228 226	4 856 572	138	1 026 120	6,90
HAUT-RHIN	68	5 073 987	831 356	4 242 631	111	708 025	7,17
RHONE	69	14 797 680	5 560 191	9 237 489	205	1 578 869	9,37
HAUTE-SAONE	70	6 264 063	1 688 479	4 575 584	173	229 732	27,27
SAONE-ET-LOIRE	71	4 491 665	757 581	3 734 084	142	544 893	8,24
SARTHE	72	4 608 456	489 149	4 119 307	130	529 851	8,70
SAVOIE	73	9 280 892	2 734 881	6 546 011	98	373 258	24,86
HAUTE-SAVOIE	74	8 134 276	2 432 026	5 702 250	120	631 679	12,88
PARIS	75	1 103 498	450 693	652 805	20	2 125 246	0,52
SEINE-MARITIME	76	14 167 510	3 268 103	10 899 407	234	1 239 138	11,43
SEINE-ET-MARNE	77	11 253 762	2 032 500	9 221 262	185	1 193 767	9,43
YVELINES	78	9 777 640	2 015 531	7 762 109	122	1 354 304	7,22
DEUX-SEVRES	79	7 779 469	1 321 080	6 458 389	174	344 392	22,59
SOMME	80	1 540 566	411 248	1 129 318	44	555 551	2,77
TARN	81	3 920 473	1 040 368	2 880 105	114	343 402	11,42
TARN-ET-GARONNE	82	1 867 220	532 145	1 335 075	63	206 034	9,06
VAR	83	10 049 099	3 616 311	6 432 788	114	898 441	11,19
VAUCLUSE	84	6 753 147	2 174 334	4 578 813	77	499 685	13,51
VENDEE	85	7 740 651	1 479 323	6 261 328	141	539 664	14,34
VIENNE	86	7 209 392	944 691	6 264 701	220	399 024	18,07
HAUTE-VIENNE	87	7 221 906	1 421 093	5 800 813	141	353 893	20,41
VOSGES	88	4 862 899	889 431	3 973 468	57	380 952	12,77
YONNE	89	4 495 536	768 397	3 727 139	130	333 221	13,49
TERRITOIRE-DE-BELFORT	90	1 720 304	750 686	969 618	30	137 408	12,52
ESSONNE	91	8 185 204	1 045 889	7 139 315	112	1 134 238	7,22

REPARTITION DES SUBVENTIONS FISAC EN EUROS PAR DEPARTEMENT
TOUS TYPES D'OPERATION*
de 1992 à 2009
(classement alphabétique)

DEPARTEMENT	Code	SUBVENTION	FONCTION.	INVESTIS.	NOMBRE	POPULATION	SUBV/HAB
HAUTS-DE-SEINE	92	9 818 703	3 044 919	6 773 784	79	1 428 881	6,87
SEINE-SAINT-DENIS	93	7 103 418	1 052 572	6 050 846	86	1 382 861	5,14
VAL-DE-MARNE	94	6 829 225	1 195 711	5 633 514	62	1 227 250	5,56
VAL-D'OISE	95	9 567 089	1 891 098	7 675 991	136	1 105 464	8,65
GUADELOUPE	971	221 115	96 137	124 978	6	422 496	0,52
MARTINIQUE	972	2 799 632	1 264 194	1 535 438	31	381 427	7,34
GUYANE	973	721 635	113 553	608 082	7	157 213	4,59
REUNION	974	2 222 886	756 976	1 465 910	18	706 300	3,15
TOTAL		745 642 643	198 659 941	546 982 702	12 989		

(*) Hors Epareca et Actions de développement économique

REPARTITION DES SUBVENTIONS FISAC EN EUROS PAR DEPARTEMENT
TOUS TYPES D'OPERATION*
de 1992 à 2009
(classement par montant de subvention)

DEPARTEMENT	Code	SUBVENTION	FONCTION.	INVESTIS.	NOMBRE	POPULATION	SUBV/HAB
ILLE-ET-VILAINE	35	19 086 517	4 683 188	14 403 329	297	867 533	22,00
GIRONDE	33	18 440 621	5 597 547	12 843 074	247	1 287 334	14,32
FINISTERE	29	17 765 820	5 427 951	12 337 869	253	852 418	20,84
DROME	26	16 586 484	7 255 507	9 330 977	221	437 778	37,89
CHARENTE-MARITIME	17	16 087 573	2 156 932	13 930 641	344	557 024	28,88
PYRENEES-ATLANTIQUES	64	15 204 171	3 647 114	11 557 057	199	600 018	25,34
ISERE	38	14 905 756	5 737 014	9 168 742	242	1 094 006	13,62
RHONE	69	14 797 680	5 560 191	9 237 489	205	1 578 869	9,37
MORBIHAN	56	14 795 329	3 645 776	11 149 553	249	643 873	22,98
PAS-DE-CALAIS	62	14 644 176	4 748 747	9 895 429	337	1 441 568	10,16
SEINE-MARITIME	76	14 167 510	3 268 103	10 899 407	234	1 239 138	11,43
ARDECHE	07	14 019 724	2 975 591	11 044 133	281	286 023	49,02
LOIRE	42	13 803 371	4 760 928	9 042 443	157	728 524	18,95
MARNE	51	13 362 830	7 239 561	6 123 269	101	565 229	23,64
AIN	01	12 848 887	2 338 193	10 510 694	301	515 270	24,94
LANDES	40	12 576 523	4 207 373	8 369 150	210	327 334	38,42
DORDOGNE	24	12 018 724	2 280 161	9 738 563	267	388 293	30,95
NORD	59	11 942 652	5 118 677	6 823 975	174	2 555 020	4,67
INDRE-ET-LOIRE	37	11 566 717	2 906 829	8 659 888	165	554 003	20,88
SEINE-ET-MARNE	77	11 253 762	2 032 500	9 221 262	185	1 193 767	9,43
BOUCHES-DU-RHONE	13	10 439 234	4 697 137	5 742 097	109	1 835 719	5,69
VAR	83	10 049 099	3 616 311	6 432 788	114	898 441	11,19
HAUTS-DE-SEINE	92	9 818 703	3 044 919	6 773 784	79	1 428 881	6,87
YVELINES	78	9 777 640	2 015 531	7 762 109	122	1 354 304	7,22
CALVADOS	14	9 587 416	1 796 932	7 790 484	155	648 385	14,79
VAL-D'OISE	95	9 567 089	1 891 098	7 675 991	136	1 105 464	8,65
DOUBS	25	9 330 014	1 942 275	7 387 739	249	499 062	18,70
LOIRET	45	9 289 806	2 455 392	6 834 414	109	618 126	15,03
SAVOIE	73	9 280 892	2 734 881	6 546 011	98	373 258	24,86
COTES-D'ARMOR	22	9 168 649	2 415 490	6 753 159	186	542 373	16,90
MOSELLE	57	9 015 143	2 672 042	6 343 101	88	1 023 447	8,81

REPARTITION DES SUBVENTIONS FISAC EN EUROS PAR DEPARTEMENT
TOUS TYPES D'OPERATION*
de 1992 à 2009
(classement par montant de subvention)

DEPARTEMENT	Code	SUBVENTION	FONCTION.	INVESTIS.	NOMBRE	POPULATION	SUBV/HAB
LOIR-ET-CHER	41	8 823 069	1 809 961	7 013 108	149	314 968	28,01
MEURTHE-ET-MOSELLE	54	8 570 078	3 238 642	5 331 436	97	713 779	12,01
CHARENTE	16	8 327 819	1 400 580	6 927 239	211	339 628	24,52
LOT-ET-GARONNE	47	8 327 125	2 121 100	6 206 025	156	305 380	27,27
ESSONNE	91	8 185 204	1 045 889	7 139 315	112	1 134 238	7,22
HAUTE-SAVOIE	74	8 134 276	2 432 026	5 702 250	120	631 679	12,88
EURE	27	8 062 844	1 129 161	6 933 683	133	541 054	14,90
CORREZE	19	7 874 513	1 767 099	6 107 414	157	232 576	33,86
DEUX-SEVRES	79	7 779 469	1 321 080	6 458 389	174	344 392	22,59
VENDEE	85	7 740 651	1 479 323	6 261 328	141	539 664	14,34
LOIRE-ATLANTIQUE	44	7 702 727	1 703 840	5 998 887	120	1 134 266	6,79
JURA	39	7 554 660	1 634 967	5 919 693	169	250 857	30,12
ORNE	61	7 422 491	1 075 132	6 347 359	217	292 337	25,39
HERAULT	34	7 302 200	913 489	6 388 711	122	896 441	8,15
GARD	30	7 252 943	2 170 184	5 082 759	101	623 125	11,64
HAUTE-VIENNE	87	7 221 906	1 421 093	5 800 813	141	353 893	20,41
VIENNE	86	7 209 392	944 691	6 264 701	220	399 024	18,07
SEINE-SAINT-DENIS	93	7 103 418	1 052 572	6 050 846	86	1 382 861	5,14
BAS-RHIN	67	7 084 798	2 228 226	4 856 572	138	1 026 120	6,90
ALPES-MARITIMES	06	7 074 309	2 965 055	4 109 254	77	1 011 326	7,00
ARDENNES	08	7 050 697	2 302 858	4 747 839	89	290 130	24,30
MAINE-ET-LOIRE	49	6 911 607	1 421 944	5 489 663	169	732 942	9,43
VAL-DE-MARNE	94	6 829 225	1 195 711	5 633 514	62	1 227 250	5,56
VAUCLUSE	84	6 753 147	2 174 334	4 578 813	77	499 685	13,51
CREUSE	23	6 499 499	1 474 523	5 024 976	112	124 470	52,22
COTE-D'OR	21	6 495 421	1 417 763	5 077 658	139	506 755	12,82
HAUTE-MARNE	52	6 426 039	1 598 183	4 827 856	79	194 873	32,98
EURE-ET-LOIR	28	6 304 093	1 930 453	4 373 640	93	407 665	15,46
HAUTE-SAONE	70	6 264 063	1 688 479	4 575 584	173	229 732	27,27
PUY-DE-DOME	63	6 130 647	2 283 040	3 847 607	123	604 266	10,15
INDRE	36	6 042 109	1 341 619	4 700 490	112	231 139	26,14

REPARTITION DES SUBVENTIONS FISAC EN EUROS PAR DEPARTEMENT
TOUS TYPES D'OPERATION*
de 1992 à 2009
(classement par montant de subvention)

DEPARTEMENT	Code	SUBVENTION	FONCTION.	INVESTIS.	NOMBRE	POPULATION	SUBV/HAB
MANCHE	50	5 744 722	673 856	5 070 866	151	481 471	11,93
HAUTE-LOIRE	43	5 716 145	1 241 986	4 474 159	162	209 113	27,34
AVEYRON	12	5 680 195	1 172 299	4 507 896	135	263 808	21,53
HAUT-RHIN	68	5 073 987	831 356	4 242 631	111	708 025	7,17
VOSGES	88	4 862 899	889 431	3 973 468	57	380 952	12,77
AISNE	02	4 730 370	985 844	3 744 526	90	535 842	8,83
SARTHE	72	4 608 456	489 149	4 119 307	130	529 851	8,70
YONNE	89	4 495 536	768 397	3 727 139	130	333 221	13,49
SAONE-ET-LOIRE	71	4 491 665	757 581	3 734 084	142	544 893	8,24
PYRENEES-ORIENTALES	66	4 214 332	1 066 497	3 147 835	101	392 803	10,73
ARIEGE	09	4 143 737	1 753 871	2 389 866	68	137 205	30,20
MEUSE	55	4 136 262	830 411	3 305 851	60	192 198	21,52
ALLIER	03	4 019 889	846 411	3 173 478	67	344 721	11,66
HAUTE-GARONNE	31	3 925 329	1 423 513	2 501 816	88	1 046 338	3,75
TARN	81	3 920 473	1 040 368	2 880 105	114	343 402	11,42
MAYENNE	53	3 915 626	561 268	3 354 358	104	285 338	13,72
OISE	60	3 908 312	919 277	2 989 035	93	766 441	5,10
CHER	18	3 898 394	921 578	2 976 816	69	314 428	12,40
AUBE	10	3 783 021	1 453 694	2 329 327	53	292 131	12,95
AUDE	11	3 717 537	911 037	2 806 500	86	309 770	12,00
NIEVRE	58	3 271 459	650 481	2 620 978	99	225 198	14,53
LOT	46	3 208 178	303 498	2 904 680	76	160 197	20,03
GERS	32	3 202 738	1 721 882	1 480 856	57	172 335	18,58
CANTAL	15	2 878 725	613 584	2 265 141	142	150 778	19,09
MARTINIQUE	972	2 799 632	1 264 194	1 535 438	31	381 427	7,34
HAUTES-ALPES	05	2 674 307	1 075 910	1 598 397	55	121 419	22,03
HAUTES-PYRENEES	65	2 640 437	561 051	2 079 386	48	222 368	11,87
REUNION	974	2 222 886	756 976	1 465 910	18	706 300	3,15
TARN-ET-GARONNE	82	1 867 220	532 145	1 335 075	63	206 034	9,06
TERRITOIRE-DE-BELFORT	90	1 720 304	750 686	969 618	30	137 408	12,52
HAUTE-CORSE	2B	1 669 919	882 359	787 560	20	141 603	11,79

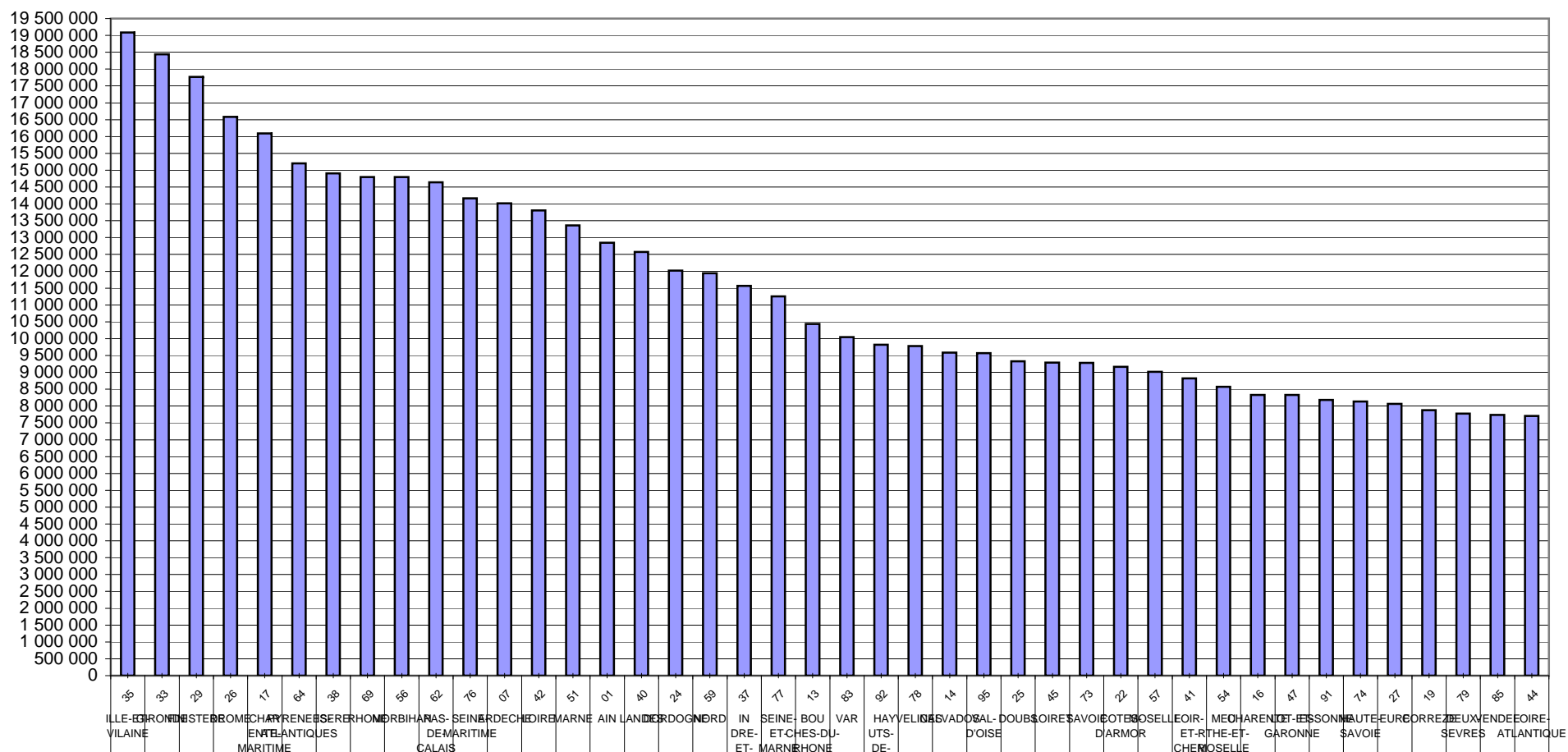
REPARTITION DES SUBVENTIONS FISAC EN EUROS PAR DEPARTEMENT
TOUS TYPES D'OPERATION*
de 1992 à 2009
(classement par montant de subvention)

DEPARTEMENT	Code	SUBVENTION	FONCTION.	INVESTIS.	NOMBRE	POPULATION	SUBV/HAB
SOMME	80	1 540 566	411 248	1 129 318	44	555 551	2,77
ALPES-DE-HAUTE-PROVENCE	04	1 513 654	583 790	929 864	43	139 561	10,85
LOZERE	48	1 317 230	377 720	939 510	30	73 509	17,92
PARIS	75	1 103 498	450 693	652 805	20	2 125 246	0,52
GUYANE	973	721 635	113 553	608 082	7	157 213	4,59
CORSE-DU-SUD	2A	423 302	423 302	0	6	118 593	3,57
GUADELOUPE	971	221 115	96 137	124 978	6	422 496	0,52
TOTAL		745 642 643	198 659 941	546 982 702	12 989		

(*) Hors Epareca et Actions de développement économique

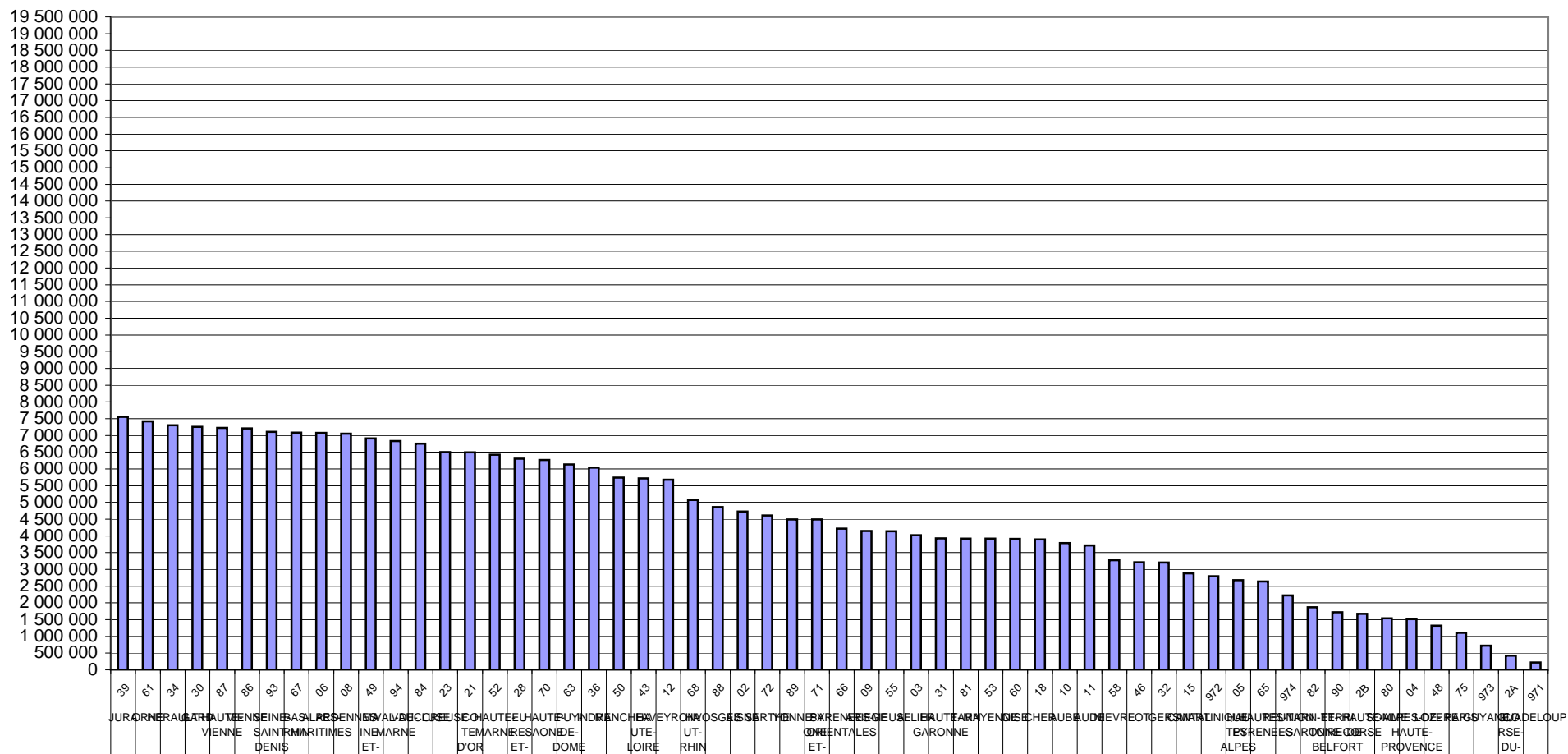
Montant cumulé des subventions FISAC par département de 1992 à 2009 (en euros)

en €



Montant cumulé des subventions FISAC par département de 1992 à 2009 (en euros)

en €



REPARTITION DES SUBVENTIONS FISAC EN EUROS PAR DEPARTEMENT
TOUS TYPES D'OPERATION*
de 1992 à 2009

(classement en fonction du montant de subvention par habitant)

DEPARTEMENT	Code	SUBVENTION	FONCTION.	INVESTIS.	NOMBRE	POPULATION	SUBV/HAB
CREUSE	23	6 499 499	1 474 523	5 024 976	112	124 470	52,22
ARDECHE	07	14 019 724	2 975 591	11 044 133	281	286 023	49,02
LANDES	40	12 576 523	4 207 373	8 369 150	210	327 334	38,42
DROME	26	16 586 484	7 255 507	9 330 977	221	437 778	37,89
CORREZE	19	7 874 513	1 767 099	6 107 414	157	232 576	33,86
HAUTE-MARNE	52	6 426 039	1 598 183	4 827 856	79	194 873	32,98
DORDOGNE	24	12 018 724	2 280 161	9 738 563	267	388 293	30,95
ARIEGE	09	4 143 737	1 753 871	2 389 866	68	137 205	30,20
JURA	39	7 554 660	1 634 967	5 919 693	169	250 857	30,12
CHARENTE-MARITIME	17	16 087 573	2 156 932	13 930 641	344	557 024	28,88
LOIR-ET-CHER	41	8 823 069	1 809 961	7 013 108	149	314 968	28,01
HAUTE-LOIRE	43	5 716 145	1 241 986	4 474 159	162	209 113	27,34
LOT-ET-GARONNE	47	8 327 125	2 121 100	6 206 025	156	305 380	27,27
HAUTE-SAONE	70	6 264 063	1 688 479	4 575 584	173	229 732	27,27
INDRE	36	6 042 109	1 341 619	4 700 490	112	231 139	26,14
ORNE	61	7 422 491	1 075 132	6 347 359	217	292 337	25,39
PYRENEES-ATLANTIQUES	64	15 204 171	3 647 114	11 557 057	199	600 018	25,34
AIN	01	12 848 887	2 338 193	10 510 694	301	515 270	24,94
SAVOIE	73	9 280 892	2 734 881	6 546 011	98	373 258	24,86
CHARENTE	16	8 327 819	1 400 580	6 927 239	211	339 628	24,52
ARDENNES	08	7 050 697	2 302 858	4 747 839	89	290 130	24,30
MARNE	51	13 362 830	7 239 561	6 123 269	101	565 229	23,64
MORBIHAN	56	14 795 329	3 645 776	11 149 553	249	643 873	22,98
DEUX-SEVRES	79	7 779 469	1 321 080	6 458 389	174	344 392	22,59
HAUTES-ALPES	05	2 674 307	1 075 910	1 598 397	55	121 419	22,03
ILLE-ET-VILAINE	35	19 086 517	4 683 188	14 403 329	297	867 533	22,00
AVEYRON	12	5 680 195	1 172 299	4 507 896	135	263 808	21,53
MEUSE	55	4 136 262	830 411	3 305 851	60	192 198	21,52
INDRE-ET-LOIRE	37	11 566 717	2 906 829	8 659 888	165	554 003	20,88
FINISTERE	29	17 765 820	5 427 951	12 337 869	253	852 418	20,84
HAUTE-VIENNE	87	7 221 906	1 421 093	5 800 813	141	353 893	20,41

REPARTITION DES SUBVENTIONS FISAC EN EUROS PAR DEPARTEMENT
TOUS TYPES D'OPERATION*
de 1992 à 2009

(classement en fonction du montant de subvention par habitant)

DEPARTEMENT	Code	SUBVENTION	FONCTION.	INVESTIS.	NOMBRE	POPULATION	SUBV/HAB
LOT	46	3 208 178	303 498	2 904 680	76	160 197	20,03
CANTAL	15	2 878 725	613 584	2 265 141	142	150 778	19,09
LOIRE	42	13 803 371	4 760 928	9 042 443	157	728 524	18,95
DOUBS	25	9 330 014	1 942 275	7 387 739	249	499 062	18,70
GERS	32	3 202 738	1 721 882	1 480 856	57	172 335	18,58
VIENNE	86	7 209 392	944 691	6 264 701	220	399 024	18,07
LOZERE	48	1 317 230	377 720	939 510	30	73 509	17,92
COTES-D'ARMOR	22	9 168 649	2 415 490	6 753 159	186	542 373	16,90
EURE-ET-LOIR	28	6 304 093	1 930 453	4 373 640	93	407 665	15,46
LOIRET	45	9 289 806	2 455 392	6 834 414	109	618 126	15,03
EURE	27	8 062 844	1 129 161	6 933 683	133	541 054	14,90
CALVADOS	14	9 587 416	1 796 932	7 790 484	155	648 385	14,79
NIEVRE	58	3 271 459	650 481	2 620 978	99	225 198	14,53
VENDEE	85	7 740 651	1 479 323	6 261 328	141	539 664	14,34
GIRONDE	33	18 440 621	5 597 547	12 843 074	247	1 287 334	14,32
MAYENNE	53	3 915 626	561 268	3 354 358	104	285 338	13,72
ISERE	38	14 905 756	5 737 014	9 168 742	242	1 094 006	13,62
VAUCLUSE	84	6 753 147	2 174 334	4 578 813	77	499 685	13,51
YONNE	89	4 495 536	768 397	3 727 139	130	333 221	13,49
AUBE	10	3 783 021	1 453 694	2 329 327	53	292 131	12,95
HAUTE-SAVOIE	74	8 134 276	2 432 026	5 702 250	120	631 679	12,88
COTE-D'OR	21	6 495 421	1 417 763	5 077 658	139	506 755	12,82
VOSGES	88	4 862 899	889 431	3 973 468	57	380 952	12,77
TERRITOIRE-DE-BELFORT	90	1 720 304	750 686	969 618	30	137 408	12,52
CHER	18	3 898 394	921 578	2 976 816	69	314 428	12,40
MEURTHE-ET-MOSELLE	54	8 570 078	3 238 642	5 331 436	97	713 779	12,01
AUDE	11	3 717 537	911 037	2 806 500	86	309 770	12,00
MANCHE	50	5 744 722	673 856	5 070 866	151	481 471	11,93
HAUTES-PYRENEES	65	2 640 437	561 051	2 079 386	48	222 368	11,87
HAUTE-CORSE	2B	1 669 919	882 359	787 560	20	141 603	11,79
ALLIER	03	4 019 889	846 411	3 173 478	67	344 721	11,66

REPARTITION DES SUBVENTIONS FISAC EN EUROS PAR DEPARTEMENT
TOUS TYPES D'OPERATION*
de 1992 à 2009

(classement en fonction du montant de subvention par habitant)

DEPARTEMENT	Code	SUBVENTION	FONCTION.	INVESTIS.	NOMBRE	POPULATION	SUBV/HAB
GARD	30	7 252 943	2 170 184	5 082 759	101	623 125	11,64
SEINE-MARITIME	76	14 167 510	3 268 103	10 899 407	234	1 239 138	11,43
TARN	81	3 920 473	1 040 368	2 880 105	114	343 402	11,42
VAR	83	10 049 099	3 616 311	6 432 788	114	898 441	11,19
ALPES-DE-HAUTE-PROVENCE	04	1 513 654	583 790	929 864	43	139 561	10,85
PYRENEES-ORIENTALES	66	4 214 332	1 066 497	3 147 835	101	392 803	10,73
PAS-DE-CALAIS	62	14 644 176	4 748 747	9 895 429	337	1 441 568	10,16
PUY-DE-DOME	63	6 130 647	2 283 040	3 847 607	123	604 266	10,15
MAINE-ET-LOIRE	49	6 911 607	1 421 944	5 489 663	169	732 942	9,43
SEINE-ET-MARNE	77	11 253 762	2 032 500	9 221 262	185	1 193 767	9,43
RHONE	69	14 797 680	5 560 191	9 237 489	205	1 578 869	9,37
TARN-ET-GARONNE	82	1 867 220	532 145	1 335 075	63	206 034	9,06
AISNE	02	4 730 370	985 844	3 744 526	90	535 842	8,83
MOSELLE	57	9 015 143	2 672 042	6 343 101	88	1 023 447	8,81
SARTHE	72	4 608 456	489 149	4 119 307	130	529 851	8,70
VAL-D'OISE	95	9 567 089	1 891 098	7 675 991	136	1 105 464	8,65
SAONE-ET-LOIRE	71	4 491 665	757 581	3 734 084	142	544 893	8,24
HERAULT	34	7 302 200	913 489	6 388 711	122	896 441	8,15
MARTINIQUE	972	2 799 632	1 264 194	1 535 438	31	381 427	7,34
YVELINES	78	9 777 640	2 015 531	7 762 109	122	1 354 304	7,22
ESSONNE	91	8 185 204	1 045 889	7 139 315	112	1 134 238	7,22
HAUT-RHIN	68	5 073 987	831 356	4 242 631	111	708 025	7,17
ALPES-MARITIMES	06	7 074 309	2 965 055	4 109 254	77	1 011 326	7,00
BAS-RHIN	67	7 084 798	2 228 226	4 856 572	138	1 026 120	6,90
HAUTS-DE-SEINE	92	9 818 703	3 044 919	6 773 784	79	1 428 881	6,87
LOIRE-ATLANTIQUE	44	7 702 727	1 703 840	5 998 887	120	1 134 266	6,79
BOUCHES-DU-RHONE	13	10 439 234	4 697 137	5 742 097	109	1 835 719	5,69
VAL-DE-MARNE	94	6 829 225	1 195 711	5 633 514	62	1 227 250	5,56
SEINE-SAINT-DENIS	93	7 103 418	1 052 572	6 050 846	86	1 382 861	5,14
OISE	60	3 908 312	919 277	2 989 035	93	766 441	5,10

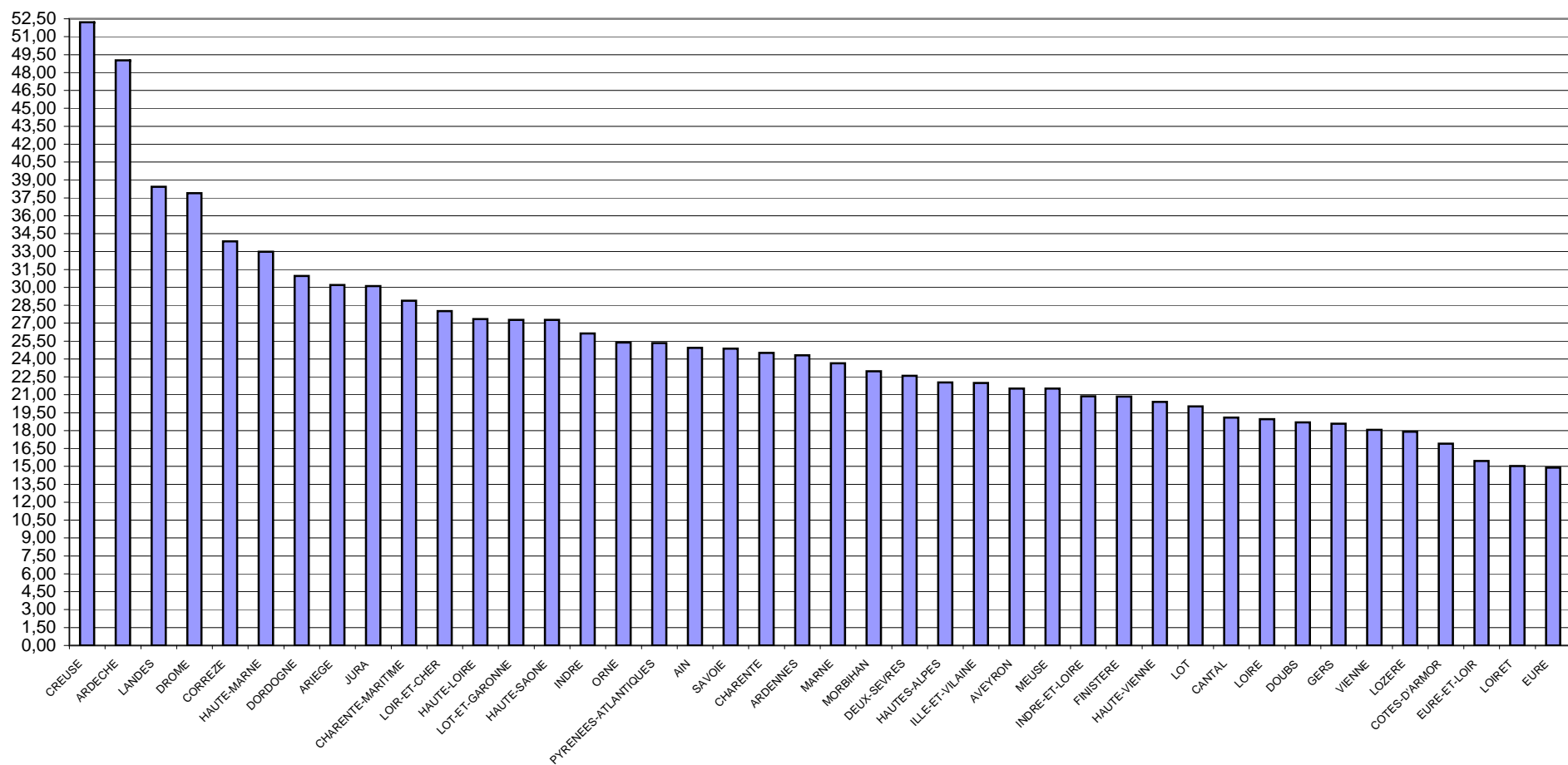
REPARTITION DES SUBVENTIONS FISAC EN EUROS PAR DEPARTEMENT
TOUS TYPES D'OPERATION*
de 1992 à 2009

(classement en fonction du montant de subvention par habitant)

DEPARTEMENT	Code	SUBVENTION	FONCTION.	INVESTIS.	NOMBRE	POPULATION	SUBV/HAB
NORD	59	11 942 652	5 118 677	6 823 975	174	2 555 020	4,67
GUYANE	973	721 635	113 553	608 082	7	157 213	4,59
HAUTE-GARONNE	31	3 925 329	1 423 513	2 501 816	88	1 046 338	3,75
CORSE-DU-SUD	2A	423 302	423 302	0	6	118 593	3,57
REUNION	974	2 222 886	756 976	1 465 910	18	706 300	3,15
SOMME	80	1 540 566	411 248	1 129 318	44	555 551	2,77
GUADELOUPE	971	221 115	96 137	124 978	6	422 496	0,52
PARIS	75	1 103 498	450 693	652 805	20	2 125 246	0,52
TOTAL		745 642 643	198 659 941	546 982 702	12 989		

**Subventions FISAC
par département de 1992 à 2009
(montant par habitant)**

en €



Subvention FISAC par département de 1992 à 2009 (montant par habitant)

en €

